

inprecor



Irlande

Tournant du Sinn Féin

Colombie

« La lutte armée est la seule voie »

Dossier

1968 - une année charnière

Irlande

<i>Nouvelle stratégie républicaine</i>	Mireille Court	3
<i>Compte-rendu des négociations (extraits)</i>	Martin McGuinness	3
<i>Discours d'ouverture du congrès de Sinn Féin</i>	Gerry Adams	4

Colombie

« Ici, la lutte armée est la seule voie vers le pouvoir »		
entretien avec Marco Leon Calarca (FARC-EP)		6

Italie

<i>In Marcia per il lavoro : un mouvement contre le chômage</i>	(b)	10
---	-----	----

DOSSIER - 1968 : une année charnière

<i>L'année 1968 vue des États-Unis</i>	Alan Wald	11
<i>1968 et la guerre du Viêt-nam</i>	Jean-Michel Krivine	15
<i>Pologne : l'espoir brisé de l'opposition communiste</i>	Jan Malewski	18
<i>L'Allemagne antiautoritaire de 1968</i>	Wilfried Dubois	22
<i>Mouvements antiautoritaires et luttes du Tiers-Monde</i>	Rudi Dutschke	23
<i>La démocratie des conseils à nouveau à l'ordre du jour</i>	Oskar Negt	25
<i>Leçons de Mai 68</i>	Ernest Mandel	26
<i>Mouvements des étudiants et automne chaud en Italie</i>	Antonio Moscato	32

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secretariat unifié de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Editée par la PECEI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECEI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11, France.

Tél. : 33/0 1 43 79 29 60

Fax : 33/0 1 43 79 29 61

e-mail :

100641.2324@compuserve.com

Rédacteur, directeur de publication, gérant : Jan Malewski

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Conception

de la couverture : Rotographie

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21^{er} rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88



**BOURGEOIS
VOUS
N'AVEZ
RIEN COMPRIS**



Abonnement

(11 numéros par an)

• France - DOM-TOM - Europe - Afrique du Nord	190 FF (6 mois)	360 FF (1 an)	<input type="checkbox"/>
• Autres destinations	240 FF (6 mois)	460 FF (1 an)	<input type="checkbox"/>
• PLI FERMÉ (toutes destinations)	270 FF (6 mois)	520 FF (1 an)	<input type="checkbox"/>
• Moins de 25 ans et chômeurs	(120 FF, 6 mois)		<input type="checkbox"/>
• Institutions (lecteurs multiples)	(600 FF, 1 an)		<input type="checkbox"/>
• Abonnement de soutien	(à partir de 400 FF, 1 an)		<input type="checkbox"/>
• Découvrir Inprecor (Réservé aux nouveaux abonnés; 75 FF, 3 mois)			<input type="checkbox"/>
• Lecteurs solidaires (abonnement offert à un(e) lecteur/lectrice)			<input type="checkbox"/>

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Tél./Fax/E-mail :

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECEI", à adresser à PECEI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

• Virements bancaires à "PECEI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

• Virements postaux à "PECEI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Pour continuer Inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement !



A la tribune du Ard feish (congrès), les trois députés de Sinn Féin : Gerry Adams (Nord), Caoimghin O'Caolain (Sud) et Martin McGuinness (Nord).

par

Mireille Court

« Est-ce que nous espérons qu'une république socialiste des 32 comtés sortirait des négociations? » Cette question, posée par un délégué de la Sinn Féin Youth (mouvement de jeunesse de Sinn Féin), résume assez bien la situation dans laquelle se retrouvent les Républicains au lendemain de la publication de « l'accord du Vendredi saint » comme tout le monde l'appelle en Irlande.

Sinn Féin s'est engagé dans le processus de paix depuis la fin des années quatre-vingt et encore plus clairement depuis la déclaration Hume-Adams (1) d'octobre 1993 et le premier cessez-le-feu de l'IRA en septembre 1994. Toute la stratégie du mouvement républicain s'en est trouvée profondément bouleversée, d'abord avec la fin de l'abstentionnisme et les succès électoraux sans cesse plus importants du parti, ensuite avec une politique d'ouverture et de discussion à l'égard des Unionistes, visant à isoler les partis les plus extrêmes, comme le DUP de Ian Paisley.

Le document issu des négociations est loin d'être satisfaisant pour les militants républicains et la direction du mouvement. Les concessions faites sur la suppression des articles 2 et 3 de la constitution au Sud (2), la participation à une assemblée, qui donnerait un semblant de légitimité à un État d'Irlande du Nord, dont les Républicains ont toujours nié l'existence, sont les principaux points de controverse dans le mouvement. La problématique du droit de veto unioniste est également difficile à admettre.

Mais le document contient aussi des éléments positifs, avec la promesse de libération des prisonniers, de réforme de la justice et de la police, et un engagement pour aller vers l'égalité des droits entre nationalistes et Unionistes. Ce n'est ni la révolution, ni le socialisme, ni la réunification. La direction de Sinn Féin ne l'a jamais caché. Gerry Adams le disait au

congrès, ce document doit être considéré comme « transitoire », c'est la mobilisation qui permettra des avancées. Il a fait remarquer que les « républicains verbeux », « qui se drapent dans le drapeau de la République pour parler de l'unité de l'Irlande », n'ont jamais développé de stratégie pour y parvenir, autre qu'incantatoire. « Nous sommes les Républicains qui avons travaillé dur, nous nous sommes battus, nous avons été emprisonnés, nous avons vu mourir des êtres chers, mais nous n'avons jamais accepté que les Britanniques aient un droit quelconque sur notre pays, qu'ils divisent notre peuple et dictent leur loi. »

D'autre part, si les Républicains n'occupent pas l'espace politique qui s'ouvre, ce sont les sociaux-démocrates du SDLP qui l'occuperont, avec l'immobilisme et les compromissions dont ils ont fait preuve depuis trente ans.

Ce n'est d'ailleurs peut-être pas un hasard si les réticences les plus fortes vien-

ent des militants du Sud, plus éloignés des réalités quotidiennes du Nord. Comme l'a fait remarquer un militant pendant le congrès, ce n'est pas Sinn Féin qui a écrit la constitution de 1937, « nous étions républicains bien avant cette constitution, nous resterons républicains après sa modification. »

La direction de Sinn Féin a repoussé la réponse au document à une deuxième conférence, qui se tiendra d'ici un mois. Pour se donner le temps de convaincre, mais aussi s'assurer que le consensus autour de sa stratégie soit réel. Le renforcement du parti, la mobilisation de la communauté nationaliste pour accélérer la libération des prisonniers, les processus de réforme de la police et de la justice sont les objectifs à court terme des Républicains.

Leur objectif à long terme, comme ils l'ont réaffirmé à l'Ard feish (3), une Irlande réunifiée et socialiste. ■

Compte-rendu des négociations (extraits)

par Martin McGuinness*

Dès le départ, notre position a été de chercher un changement fondamental sur le plan politique et constitutionnel. Cela signifiait un maximum de changement dans la législation constitutionnelle britannique et pas de changement de la Constitution irlandaise (4) qui diluerait la définition de la nation, des droits des citoyens irlandais ou de la réunification du pays. Nous connaissons les paramètres définis par les deux gouvernements [britannique et irlandais] et nous savions que l'unité irlandaise ne sortirait pas de cette phase des négociations, mais nous nous fixions comme tâche l'affaiblissement du lien britannique, tout en défendant en même temps le droit des hommes et des femmes irlandais. Et c'est dans ce contexte que nous devons honnêtement mesurer les gains et les pertes. (...)

Nous avons lutté et obtenu l'annulation du Government Ireland Act, qui soutient l'Union [entre le Royaume Uni et l'Irlande du Nord], et insisté pour que d'autres lois significatives, notamment l'Act of Union [la Loi sur l'Union] et la Loi sur la Constitution de l'Irlande du Nord [N.I. Constitution Act de 1973] soient éga-

* Martin McGuinness a été le principal négociateur du Sinn Féin. Il a été élu député de Derry au Parlement britannique, où il a refusé de siéger.

1. Gerry Adams et John Hume, Premier ministre de la République d'Irlande se sont alors prononcé pour une paix juste.

2. Ces articles mentionnent que la République d'Irlande est souveraine dans les 32 comtés.

3. Le congrès de Sinn Féin qui a eu lieu les 18 et 19 avril 1998.

4. La constitution de la République d'Irlande.

lement changés, annulés ou rendus inopérants par toute nouvelle loi.

Comme il fut impossible d'obtenir du gouvernement une déclaration claire, car le gouvernement britannique ménage les unionistes, l'Accord stipule que la nouvelle loi « sera effective malgré la législation antérieure ». L'Union a indubitablement été affaiblie à la suite de l'inclusion d'une clause qui limite la vie de l'Union à la volonté d'une majorité de l'État du nord. C'est un peu comme un partenaire dans une relation qui déclare celle-ci est terminée mais que il ou elle est prêt(e) d'attendre que les enfants auront grandi. Il n'y a là dedans aucun engagement, aucun train de mesures parlementaires pour soutenir un droit absolu, uniquement un accord de rester [unis] tant qu'une majorité en n'en décide pas autrement.

Le revers de cela c'est bien sûr l'inclusion [proposée] dans la constitution irlandaise du "consent clause" (5), et la définition de la nation en termes de peuple plutôt que de son territoire. Néanmoins, une note plus positive, c'est qu'à travers l'amendement à l'article 29, apparaît une « expression constitutionnelle pour établir des instances Nord-Sud qui possèdent une portée pour l'ensemble de l'Irlande ».

Ainsi, l'Union est affaiblie, mais la partition demeure. On pourra peut être affai-

blir la partition par une opération dynamique des structures pan-irlandaises, ce que les Unionistes ont combattu bec et ongles. (...) Notre intention fut de lever le veto unioniste de toutes les institutions. (...) Le résultat c'est que les Unionistes ont nettement moins de moyens pour des actes arbitraires. Des garde-fou ont été créés et les Unionistes ne seront plus à mêmes d'exercer un veto sur la constitution d'organes Nord-Sud. (...)

Les pourparlers sont devenus un nouveau terrain de combat où les Unionistes ont cherché à bloquer tout changement en ce qui concerne les droits fondamentaux, alors que Sinn Féin cherchait un maximum de changement, et que certains partis (6) étaient seulement intéressés à établir de nouvelles institutions et ne s'intéressaient pas à des préoccupations plus vastes qui affectent la vie quotidienne du peuple. Ainsi, jusqu'au bout, le Sinn Féin a lutté en faveur de la libération des prisonniers, pour un nouveau service de police, pour une transformation du système judiciaire, et pour tout l'agenda concernant l'égalité et les droits, notamment l'égalité [entre les communautés] devant l'emploi, la langue irlandaise, et le point des symboles et emblèmes. (...) Nous sommes déterminés de faire relâcher jusqu'au der-

nier prisonnier politique, et cela le plus vite possible.

Nous avons aussi soutenu la Coalition des Femmes qui voulaient rajouter dix sièges supplémentaires dans une Assemblée. Nous l'avons fait non pas parce que cela nous était profitable, mais en reconnaissance du rôle positif qu'elles avaient joués et afin de promouvoir les droits de partis plus petits dans toutes les nouvelles institutions.

(...) Tout cela ne veut pas dire que ce document est acceptable pour régler le problème (...). Il ne va pas aussi loin que le voudraient la plupart des nationalistes et les républicains. Mais c'est une base pour avancer. (...) Il reste à voir si la logique du comité conjoint pour les nouvelles Commissions Nord-Sud sur les droits humains pourrait atteindre sa pleine potentialité ; si l'égalité entre les deux communautés sera mise au cœur au processus décisionnel par la création d'une commission de l'Égalité dans toute nouvelle Assemblée ; si la communauté irlandophone sera encouragée et aidée dans chaque aspect de la vie quotidienne (...) Le plus important étant que la révision fondamentale de la politique policière mette fin à la violence du bras armé de l'Unionisme qui est né avec la création de l'État du Nord. (...)

« Nos buts ne doivent pas changer, nos stratégies et tactiques doivent être constamment revus... »

par Gerry Adams*

Le dimanche de pâques, tous nos orateurs ont appelé les Républicains à examiner en détail le document. Alors que c'est un exercice indispensable, il est insuffisant de lire le document comme tel, ligne, après ligne, mot après mot. Il y a des parties qui sont contradictoires et ambiguës. Il faut l'examiner dans son contexte de stratégie et du combat. Et en se préparant à l'étape suivante, nous avons aussi besoin d'examiner les positions et les stratégies de nos adversaires et ennemis.

J'ai toujours dit clairement que si nos principes et nos buts ne doivent pas changer, nos objectifs stratégiques, nos stratégies et nos tactiques doivent être constamment revus et ancrés dans la réalité objective. (...)

Nous avons dit que le mouvement qui part de l'inégalité, de la division et du conflit actuel doit être un mouvement de

transition. (...) Il peut indiquer une voie pragmatique vers notre but ultime, mais seulement si la dynamique pour un tel changement est plus forte que la résistance au processus. En examinant le résultat des discussions de ces dernières semaines, nous devons explorer si une telle possibilité existe. (...)

Nous savions que les autres partis ont déjà accepté le veto unioniste, présenté frauduleusement comme un "accord". Nous refusons cette attitude. La raison pour laquelle nous ne pouvons accepter le veto unioniste est fort simple. Ce veto participe de la partition et des grandes souffrances des nationalistes sous Stormont (7). C'était une erreur historique que d'accorder à une minorité nationale le droit de veto au progrès de la nation irlandaise. Ce veto, et le fait de se plier à devant ce veto, a nourri l'intransigeance

unioniste jusqu'aujourd'hui. (...)

Les Républicains voient l'accord au sein du peuple de cette île une voie pour résoudre les conflits. Cela signifie gagner les unionistes, ou du moins un nombre suffisant d'unionistes, au but d'une Irlande unie. Cela est-il possible ? (...)

Nous devons décider collectivement comment nous allons interpréter l'accord.

* Gerry Adams est le président du Sinn Féin. Il a été élu député de Belfast au Parlement britannique, où il a refusé de siéger; nous reproduisons ici des extraits de son discours au congrès de Sinn Féin.

5. "Consent clause" : nom pudique du veto qui permet aux unionistes de s'opposer à toute décision même prise à la majorité.

6. Référence au parti social-démocrate catholique modéré (SDLP).

7. Stormont est le nom du château où siégeait l'assemblée de l'Irlande du Nord sous l'hégémonie unioniste. Les Républicains ont toujours refusé de légitimer cette assemblée.

D'une part il confirme le veto unioniste à propos de la situation constitutionnelle du Nord. D'autre part il réduit les prétentions territoriales britanniques à cette seule condition tout en forçant les unionistes d'accepter les changements fondamentaux de la vie quotidienne dans sa dimension pan-irlandaise.

Donc si l'accord n'est pas la solution, c'est une base pour avancer. Il annonce un changement du status quo. Et il peut devenir un étape transitoire, mais à la condition que tous ceux qui ont un intérêt pour cet objectif, spécialement ceux qui sont forts et influents, abandonnent la rhétorique et s'attellent à la construction d'une véritable dynamique pour une transformation démocratique nationale. (...)

Les questions essentielles sont celles qui peuvent être un levier pour notre lutte visant à mettre fin à la juridiction britannique dans notre pays. (...)

En 1998 nous sommes parvenus à ce que le Sinn Féin et le républicanisme soit le pivot de la politique irlandaise et voit s'accroître sa force. Nous devons avoir confiance dans notre force. Nous devons construire notre lutte à l'échelle de cette île de manière à ce que la reconquête de l'Irlande se réalise dans tous les domaines sociaux, économiques et culturels, comme dans le champ politique. Notre tâche doit être d'articuler et de développer le noyau des positions républicaines de manière à ce qu'il apparaisse comme attirant et raisonnable pour les larges masses du peuple irlandais. Ce ne peut être une lutte nordique qui traîne le sud derrière. Ce doit être une lutte vraiment nationale. (...)

L'an dernier en m'adressant à vous, j'ai souligné la nécessité pour les républicains d'être attentifs à ce qui se passe dans le camp unioniste. Je vous ai dit et je le dit à nouveau, nous devons faire un effort pour garantir que les protestants du Nord et les unionistes ne soient pas forcés d'occuper l'espace politique dont nous voulons nous échapper.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons écouter les diverses voix de l'unionisme. Nous devons savoir ce qui se passe à l'intérieur de cette fraction de notre peuple. (...)

Nous, qui avons supporté tant de peines, ne devons pas laisser notre douleur nous rendre insensibles à la peine des unionistes. Nous voulons qu'il soit clair que notre désir n'est pas de dominer comme nous avons été dominés dans le

passé, même si le voyage de la réconciliation est difficile. (...)

Le changement doit être géré. C'est difficile pour tout le monde, pour vous comme pour moi ou pour M. Trimble (8). Le dialogue doit être l'ancre du changement. Au fond de son cœur M. Trimble le sait. Il sait également que la véritable portée des événements de ces dernières semaines du point de vue unioniste fut le fait que le Parti unioniste d'Ulster est allée plus loin qu'il ne comptait aller. Mais si les unionistes veulent jouer un rôle positif dans la responsabilité partagée pour un futur commun de tous sur cette île, l'unionisme devra avancer encore dans la modernité. (...)

A mon avis c'est ce qui arrivera. Mais seulement s'il n'y a pas d'alternative. C'est pourquoi le rôle du Premier ministre britannique est si crucial. Jusque là, la politique britannique de soutien à l'Union et au veto unioniste a été au centre du conflit ici. (...)

A mon avis M. Blair comprend qu'il doit modifier rapidement la politique britannique sur ces terres qui ont tant souffert de la malédiction du militarisme et de la présence britanniques. Sa responsabilité est énorme car il doit réparer les erreurs qui sont les legs historique et contemporain de l'immixtion britannique dans nos affaires. (...)

Un des grands défis que nous devons affronter maintenant est de savoir comment nous allons traiter les institutions qui ont été proposées. Cela doit faire partie de notre jugement. Les Républicains irlandais ont un blocage émotionnel, politique et constitutionnel devant l'idée de participer à l'assemblée de Stormont. Si cette politique abstentionniste sous-tend notre attitude envers les élections, alors les sièges dans les institutions pan-irlandaises, qui doivent conduire et développer la politique sur une base pan-Irlandaise, et qui devraient représenter notre électorat, iront aux autres partis. Nous devons nous demander si cela servirait notre lutte. Si c'est le cas, fort bien. Mais si tel n'est pas le cas nous avons le devoir de chercher les alternatives fondées sur une stratégie républicaine cohérente. (...)

Nous avons demandé que les citoyens du Nord puissent renvoyer leurs représentants au *Dail* (9) et de participer aussi pleinement que possible à la vie politique de la nation. Nous avons également proposé que les citoyens irlandais dans le Nord puissent prendre part à l'élection prési-

dentielle et aux référendums. Je salue l'initiative du Premier ministre de la République d'Irlande de saisir le

Commission de révision de la Constitution de cette question et j'insiste sur l'urgence. J'invite également les individus, les organisations et les autres partis politiques de toute l'Irlande de soutenir activement ces propositions.

Le gouvernement irlandais se doit de développer les droits citoyens du Nord jusqu'à leur plénitude.

L'Irlande, c'est l'Irlande. Le peuple irlandais est une nation et le territoire national ce sont les 32 comtés, notre île et nos eaux territoriales. (...) Rien ne peut changer cela. Et rien ne le changera jamais.

C'est pourquoi nous devons construire notre lutte et notre force politique. Parce que c'est en construisant notre force que nous pourrions faire bouger et le gouvernement britannique et les unionistes. (...)



8. David Trimble est le dirigeant du parti unioniste d'Ulster.

9. Parlement de la République d'Irlande.

« Ici, la lutte armée est la seule voie vers le pouvoir »

Entretien avec Marco Leon Calarca (FARC-EP)

Tant le président Samper lui-même que ses généraux ont dû le reconnaître : l'armée a subi une véritable débâche militaire, la pire de ses dernières années, dans la zone de la jungle du Caguan, dans le département de Caqueta, au sud-ouest du pays. L'offensive des Forces armées révolutionnaires de Colombie - Armée du peuple (FARC-EP, 12 000 combattants, plus de 70 fronts) a remis au premier plan le conflit entre la guérilla et le gouvernement visant à modifier ceux que beaucoup d'observateurs qualifient d'"équilibre stratégique" du rapport de forces. Afin de connaître l'opinion de la principale force insurrectionnelle colombienne, nous avons rencontré Marco Leon Calarca, membre de la Commission internationale des FARC-EP.

Inprecor : D'après de nombreux analystes, journalistes et politologues, la guérilla a redéfini ses objectifs. Elle ne viserait plus la révolution socialiste ou la construction de l'"homme nouveau" et sa stratégie privilégierait le contrôle politique de certaines régions et municipalités ainsi que la mise en place de "clientèles armées". Ainsi, Alfredo Rangel Suarez, consultant du Conseil présidentiel pour la sécurité nationale, déclarait-il récemment : « La guérilla ne rêve plus à renverser l'armée ni à prendre le pouvoir dans le pays, elle n'aspire qu'à déloger la police du plus grand nombre possible de villages pour acquérir de nombreux pouvoirs locaux et élargir son contrôle territorial dans le but

d'être plus apte à négocier quand arrivera le moment opportun de le faire. » L'offensive militaire actuelle des FARC pour modifier de manière significative le rapport de forces se place-t-elle, en dernière instance, au coeur d'une stratégie visant à forcer l'État à une sortie négociée de la guerre ?

Marco Leon Calarca : En fait, le problème, c'est que toutes les actions militaires de la guérilla sont analysées comme si elles avaient pour but l'ouverture de négociations. Or, en réalité, les FARC n'ont jamais parlé de négociations. Nous avons juste évoqué la possibilité d'un dialogue avec l'ensemble du pays sur les réalités nationales et sur nos aspirations pour ce pays. Nos campagnes et nos opérations militaires s'inscrivent dans une volonté de prise du pouvoir par et pour le peuple. Quand nous agissons militairement, ce n'est pas en ayant uniquement en ligne de mire une négociation censée résoudre le conflit armé, économique et social qui dure depuis pratiquement cinquante ans. Nous le faisons aussi dans le but de prendre le pouvoir : les objectifs historiques des FARC n'ont pas changé. En fait, il s'agit de deux voies parallèles et non contradictoires. C'est pour cela que les analystes et les politologues se trompent quand ils disent que la guérilla a abandonné son objectif de prise du pouvoir. C'est vrai que, simultanément, nous construisons

cela fait de l'ombre aux partis traditionnels car maintenant le travail politique de masse renforce le mouvement révolutionnaire. Mais, j'insiste là-dessus, le fait que nous développons une politique de construction de pouvoirs locaux ne signifie pas que nous ayons laissé de côté la prise du pouvoir par et pour le peuple.

● *Si on considère le contexte international défavorable et l'échec du prétendu "socialisme réel", cette option de "prise du pouvoir" semble dater d'un autre âge, personne dans la gauche latino-américaine ne parle plus de la question du "pouvoir". Y compris un courant révolutionnaire radical, celui des zapatistes, théorise la non prise du pouvoir...*

M. L. C. : Tel bien est le problème actuel. La disparition du camp socialiste a eu comme résultat pour la gauche l'abandon, parfois consciemment et parfois pour des raisons politiques, tactiques ou pragmatiques, de la perspective de la prise du pouvoir. Nous pensons que la seule véritable alternative au néolibéralisme est le développement d'une société socialiste. Actuellement, on entend beaucoup parler d'alternatives au néolibéralisme, y compris dans des secteurs dits de gauche. Or les propositions avancées ne sont que de légers correctifs du modèle néolibéral en vigueur, des

manières de le viabiliser et d'en éliminer les aspects les plus irritants, mais elles ne visent pas à changer le modèle.

● *Un conflit stratégique pour le pouvoir n'implique pas seulement un rapport de forces sur le terrain militaire ou la capaci-*

des pouvoirs locaux grâce à nos appuis sociaux et à notre expérience auprès des communautés dans différentes régions du pays. Il est clair que

té de construire des "parcelles" de pouvoir, cela exige aussi un rapport de forces sur les plans social et politique. Car il s'agit de s'affronter à l'État dans son ensemble, à ses rapports sociaux, à ses institutions. En Colombie, il a toujours existé un déphasage entre la lutte armée dans les campagnes et les luttes des secteurs urbains. Les FARC sont-elles conscientes de ce problème, agissent-elles sur ce tissu social et politique ?

M. L. C. : Je voudrais préciser clairement que les FARC ne sont pas une armée : les FARC sont une organisation politico-militaire dont l'objectif est la prise du pouvoir. Nous ne sommes pas des propagandistes de la lutte armée mais, en Colombie, la lutte armée est la seule manière d'arriver au pouvoir. Ici, l'opposition et la résistance se basent fondamentalement sur la guérilla.

En même temps, nous sommes tout à fait conscients que le problème n'est pas simplement militaire ; c'est pour cela que nous travaillons avec les gens dans leurs organisations de masses (syndicats, mouvements de quartiers, paysans en lutte pour la terre) et aux différents niveaux de la confrontation politique et sociale. La lutte militaire n'est qu'une composante de la stratégie révolutionnaire...

● *Non seulement les FARC rejettent toute éventualité de participation aux élections, mais vous qualifiez les élections de « foire aux filous et aux corrompus ».*

M. L. C. : C'est vrai. Dans le cas colombien, nous affirmons que les élections n'ont rien de commun avec la démocratie. Il s'agit d'une foire d'empoigne où les postes se vendent et s'achètent grâce aux flots d'argent investis par le narcotrafic dans le financement des partis et des campagnes politiques. Il est absolument

tions départementales et municipales et qui culminera en mai, ou en juin s'il y a un second tour de l'élection présidentielle, pour la première fois de notre histoire, nous appelons au boycott électoral et nous nous opposons aux élections car nous pensons que nous sommes arrivés à un point de rupture et qu'il n'existe pas d'espaces démocratiques pour la politique électorale. Selon nous, actuellement, les élections ne peuvent légitimer aucun type de gouvernement dans ce pays.

● *Mais le Parti communiste, lui, participe aux élections...*

M. L. C. : Oui, des secteurs du Parti communiste y participent. Ils font une autre analyse et considèrent qu'il existe réellement des espaces démocratiques et électoraux. Mais, dans la pratique, on voit chaque jour que ce n'est pas le cas. Lors des élections parlementaires du 8 mars, les listes de gauche sont restées totalement à l'écart et n'ont pas eu suffisamment de voix pour obtenir ne serait-ce qu'un seul député. Voilà le résultat de la corruption et du pouvoir de l'argent des dirigeants du pays et des narcotrafiquants, dans un cadre où les garanties démocratiques sont totalement absentes. Ainsi, pour l'élection présidentielle, il n'existe pas d'options populaires, démocratiques ou progressistes : toutes les candidatures reflètent les intérêts des classes dominantes, des partis qui exercent le pouvoir politique.

● *Alors comment expliques-tu le développement des Mouvements civiques citoyens, qui ont souvent obtenu des scores corrects au niveau régional ? Ou par exemple, le phénomène de Navarro Wolf, qui vient de rallier de nombreuses voix alors que le M-19 ou l'Alliance démocratique n'ont pratiquement plus d'expression politique aujourd'hui.*

per à la logique de la guerre sale ; ils se construisent à partir des revendications concrètes des communautés, ce qui leur ouvre la voie de l'expression politique. En second lieu, le phénomène de Navarro Wolf ne doit pas être compris comme une réussite du M-19 ou de la gauche : il a mené sa campagne en prenant ses distances avec le M-19 et en affirmant haut et fort qu'il n'était pas opposé au système. Espérance, Paix et Liberté, mouvement issu de l'ancienne Armée populaire de libération (EPL), a également connu un succès électoral dans la zone des plantations bananières, mais il jouit de la bénédiction et de l'appui des groupes paramilitaires de Carlos Castaño et ce résultat ne peut donc pas être considéré comme un succès de la gauche. C'est une tromperie développée par la presse car ces secteurs ne représentent pas les mouvements populaires.

● *Depuis l'étranger, la perception que l'on peut avoir de la situation colombienne, généralement à travers les médias, est qu'il y a une guerre entre la guérilla, l'armée et les paramilitaires. Et que ce sont surtout les paysans qui en payent le prix. Les bilans sont réellement dramatiques : des milliers de morts et presque un million de déplacés ou "réfugiés internes", chiffre impressionnant. En un mot, les victimes de la violence n'appartiendraient à aucun des secteurs armés. D'autres observateurs préfèrent parler d'un affrontement pour se disputer la base sociale paysanne entre la guérilla et les narcotrafiquants, en particulier dans les régions où prédomine la culture de la coca. Comment répondez-vous à ces questions ?*

M. L. C. : Au million de déplacés de l'intérieur, il faut ajouter des milliers d'exilés. En ce qui concerne les acteurs du conflit, l'un d'entre eux est superflu : les paramilitaires ne font qu'un avec l'armée. Deux forces sont en présence : d'un côté le gouvernement, les pouvoirs



impos-
sible que des secteurs
démocratiques, progressistes et révolu-
tionnaires puissent se battre à égalité avec
les partis traditionnels du système.

Dans le cadre du processus électoral,
qui a débuté en octobre 1997 par les élec-

M. L. C. : Cela est dû
à différents facteurs. En premier
lieu, le mode d'organisation des mou-
vements régionaux leur permet d'échap-

Colombie

politiques corrompus, l'armée et l'impérialisme qui les soutient ; de l'autre, ceux qui luttent pour la démocratie, la souveraineté, pour une patrie juste et digne. Il n'y a pas de conflit pour les bases sociales, c'est très réducteur de voir les choses ainsi. Nous sommes confrontés à une stratégie développée par les États-Unis, qui a déjà été vaincue ailleurs, visant à sortir le poisson de l'eau. On ne nous dispute pas nos bases sociales, le but est d'en finir avec elles... C'est pour cela que dans la zone d'Uraba il y a eu tant de massacres et de déplacements forcés. Ils sévissent maintenant dans d'autres régions comme Putumayo. Et ils prétendent tout étouffer sous couvert de liens supposés entre la guérilla et le narcotrafic. Dans la région d'Uraba, par exemple, il n'y a pas de culture de coca, les gens travaillent majoritairement comme journaliers agricoles dans les grandes bananeraies. Je veux que cela soit clairement dit : les FARC ne sont pas uniquement implantées dans des régions de plantation de la coca, les FARC ont une implantation nationale et dans tous les secteurs sociaux.

● *Cela signifie-t-il qu'on assiste à une modification sociale de la composition des organisations de guérilla, que le poids urbain et des secteurs jeunes et syndicaux est plus important ?*

M. L. C. : Il n'y a pas davantage de poids urbain, mais les FARC ne sont plus le groupe de paysans né en 1964. Si les paysans continuent à y jouer un grand rôle, on assiste à l'intégration toujours plus importante de secteurs en provenance des universités et des quartiers populaires, d'employés, de femmes au foyer, etc. Ce n'est donc pas une "armée paysanne" ni par sa composition, ni par ses propositions, qui sont des propositions pour tous les Colombiens.

● *Il y a quelques années, les organisations de guérilla développaient une stratégie politico-militaire plus articulée, qui s'exprimait par exemple dans le développement ou le soutien de fronts de masses. Ainsi les FARC entretenaient d'étroites relations avec le Parti communiste et son front élargi, l'Union patriotique. L'ELN, elle, était liée à "A Luchar". La répression contre les militants exposés à la "légalité" a eu un prix très élevé. Aujourd'hui les organisations insurrectionnelles semblent avoir suspendu cette expérience. Est-ce un simple revirement tactique ou croyez-vous que la confrontation militaire doit prédominer ?*

M. L. C. : Non. L'Union patriotique fut proposée par les FARC dans le cadre du dialogue ouvert en 1984 ; cette proposition politique avait réussi à obtenir un appui très important au sein de la population colombienne. Mais cette démarche a été noyée dans le sang. Le bilan en est tragique : plus de 4000 compatriotes ont été assassinés par le terrorisme d'État. Cependant, ce résultat dramatique et le manque d'espaces démocratiques ne peu-



vent empêcher les gens de s'organiser et de lutter pour leurs revendications spécifiques.

C'est pour cela que nous avons proposé la création d'un mouvement politique clandestin, nommé Mouvement bolivarien pour la Nouvelle Colombie, distinct des FARC : c'est une organisation de masses qui, tirant le bilan des expériences passées, est pour l'instant clandestine pour protéger ses membres de la répression. Tant que le mouvement est en train de se constituer, les FARC en exercent la direction, mais elles ne se dissolvent pas en son sein, et ce sera ensuite le Mouvement bolivarien pour la Nouvelle Colombie lui-même qui choisira ses structures de direction nationales et intermédiaires.

● *Il y a quelques mois, une proposition de paix présentée par le candidat à la présidence Juan Manuel Santos et l'écrivain Gabriel Garcia Marquez a été diffusée internationalement. Selon ce dernier, il*

s'agit de faire cesser la guerre ou, comme il l'a dit, de « répartir la défaite ». Deux personnes étaient discrètement présentes au second plan : l'Espagnol Felipe Gonzalez et le Canadien Adam Kahane, qui a participé à l'élaboration de la "transition pacifique" en Afrique du Sud. Dans un premier temps, les FARC semblaient favorables à cette initiative, même si elles posaient comme condition la démission du président Samper. Au début de notre entretien, tu disais que vous ne prévoyiez pas de négocier et n'envisagiez pas d'accords de paix. Mais, en Amérique latine, au Salvador et au Guatemala, il y a deux expériences récentes de mouvements révolutionnaires qui, après des décennies de guerre civile, ont finalement signé un pacte politique mettant fin à l'affrontement militaire et sont entrés dans la lutte civile. Est-il hasardeux d'établir une analogie ? Écartez-vous définitivement toute possibilité de ce type ?

M. L. C. : En premier lieu, je tiens à dire clairement que nous n'avons marqué ni appui ni intérêt pour cette proposition en particulier. Avant qu'elle soit connue, nous avons rendue publique notre initiative de quitter cinq municipalités afin de faciliter la vie de la population touchée par la guerre. Nous, nous ne parlons pas d'une négociation mais d'un dialogue, ce que nous avons redit le 15 juin en rendant 60 prisonniers de guerre en notre pouvoir. Je t'assure donc qu'il n'y a eu aucune prise de position spéciale vis-à-vis de l'initiative de Santos, de Garcia Marquez ou d'autres personnages. En fait, nous démontrons, par la pratique, nos intentions de conquérir la paix. Mais, j'insiste, cela n'a pas de relation de cause à effet avec l'élaboration de nos plans militaires. Tant qu'une solution politique viable n'apparaîtra pas, nos plans militaires continueront à viser la prise du pouvoir.

● *Ces plans militaires impliquent-ils ce que d'aucuns appellent « la recherche de l'équilibre stratégique » ?*

M. L. C. : Non, cela a été le cas mais cela ne l'est plus. Les plans militaires prévoient la défaite du système. La défaite sur tous les terrains tant militaires que politiques ou sociaux...

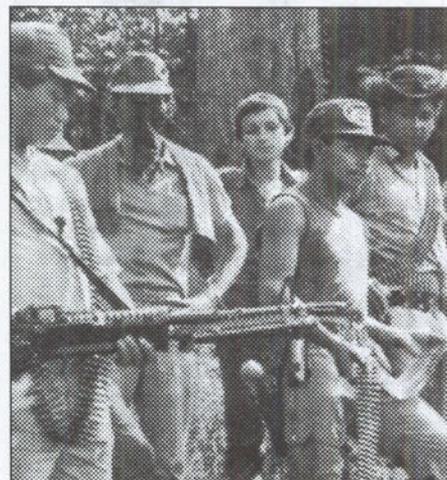
● *En termes de propositions politiques, les FARC proposent-elles toujours de convoquer une Assemblée constituante ?*

M. L. C. : Dans le cadre de solutions politiques globales, une Assemblée constituante représente une conclusion logique

pour commencer un débat sur le pays que nous voulons, ce qui implique d'indispensables changements de la Constitution.

● *En Colombie, la situation de guerre quotidienne est dramatique avec des milliers de morts, des disparus, des prisonniers politiques, des exilés et presque un million de réfugiés internes. Les assassinats de paysans, de syndicalistes et de militants de gauche sont quotidiens. On assiste à une violation systématique et planifiée des droits de l'homme les plus élémentaires, or il n'existe pas de campagnes de solidarité au niveau international telles celles d'appui au Chiapas et aux zapatistes qui ont un grand impact en Europe. A quoi attribuez-vous cela ? La campagne médiatique orchestrée depuis les États-Unis sur les prétendus liens des FARC avec le narcotrafic ou les accusations disant que la guérilla est également responsable de massacres de civils en sont-elles les seules explications ?*

M. L. C. : Il faut prendre en compte différents aspects. D'abord, il y a eu une campagne d'occultation de la réalité colombienne, les médias ont tendu un rideau de fumée baptisé narcotrafic. Dans les médias, jusqu'en 1990-1993, tout ce qui se passait en Colombie se résumait au narcotrafic. On cachait la lutte du peuple, tant au niveau militaire qu'au niveau politique ou social. Mais les grands médias et les États-Unis ont également utilisé très habilement la reddition de certains secteurs de la Coordination guérillera Simon Bolívar, essentiellement le M-19, qui disposait d'un vaste appareil de propagande, en réalité peu en rapport avec ce que cette organisation représentait réellement. L'idée avancée alors était que la lutte armée était terminée et que nous vivions en démocratie. Ce à quoi il faut ajouter la campagne de diffamation contre les FARC, visant à nous lier au narcotrafic.



Tout ceci a eu lieu dans le cadre de l'offensive idéologique de la droite, qui propose le conformisme, s'oppose au socialisme et en particulier à toute lutte visant à remettre en question le système établi. Dans une telle situation, une partie importante du travail de notre Commission internationale est de présenter la réalité colombienne, nos propositions et d'expliquer pourquoi les FARC luttent. De toutes manières, avec l'ampleur prise par la guerre, la situation colombienne commence à être vue d'une manière différente.

● *Les FARC, aux côtés d'autres organisations de gauche, font partie du Forum de Sao Paulo. La majorité des partis membres du Forum ont des sénateurs, des députés, des maires, ce sont des partis avec une présence politique, sociale et institutionnelle très importante. Cela se traduit-il en termes de solidarité avec la lutte du peuple colombien et avec ses organisations ?*

M. L. C. : Nous échangeons des idées avec les camarades des autres organisations colombiennes qui appartiennent également au Forum et nous avons décidé en commun de lancer un appel urgent à la solidarité, ne serait-ce qu'en termes de dénonciation des violations des droits de l'homme. Nous aimerions y compris qu'il y ait des prises de position en faveur d'une solution politique du conflit.

● *Aujourd'hui au sein du Forum de Sao Paulo, prédominent les partis « à vocation de gouvernement » tel le Frente Amplio d'Uruguay, le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) salvadorien, le Parti des travailleurs (PT) du Brésil ou les « partis à succès » selon Ricardo Pascoe, dirigeant du Parti de la révolution démocratique (PRD) mexicain. Les organisations de guérilla font de plus en plus figure de mouvements archaïques dans cette structure. Comment analysez-vous l'évolution du Forum de Sao Paulo ?*

M. L. C. : Nous avons décidé de participer au Forum, lors qu'il a été créé en tant que rassemblement de partis de gauche, essayant de réfléchir aux problèmes du continent. Nous ne sommes pas des propagandistes de la lutte armée, nous pensons que les voies et les stratégies pour des solutions nationales doivent être définies par les organisations propres à chaque pays et c'est pour cela que nous trouvons importants les divers points de vue des camarades du Forum. Nous savons que nous avons des divergences

mais nous respectons toutes les opinions, y compris les critiques de notre stratégie de lutte armée, mais nous soulignons qu'en Colombie il n'y a pas d'autre solution. Nous pourrions aussi faire de nombreuses critiques aux dits « partis à succès » de Ricardo Pascoe, parce qu'ils ont souvent oublié du jour au lendemain que les revendications et les objectifs fondamentaux définis dans des périodes antérieures étaient des objectifs essentiels pour nos peuples. Mais le Forum n'est pas le lieu où avoir ce type de débats. Nous ne désirons pas que le Forum se prononce en faveur de la lutte armée mais nous ne permettrons pas non plus que le Forum privilégie uniquement la lutte électorale institutionnelle. De toutes manières, nous croyons que le Forum doit aider à mettre en commun les analyses sur l'Amérique latine et à prendre des initiatives pour affronter le néolibéralisme.



● *Lors de la récente réunion du Groupe de travail du Forum de Sao Paulo, les organisations colombiennes (Présents pour le socialisme, Parti communiste et FARC) ont présenté un document. Peux-tu nous en présenter les grandes lignes ?*

M. L. C. : Nous avons présenté ce document afin que les camarades du Forum ait une idée plus précise de la situation colombienne, de l'absence d'espaces démocratiques, de la répression de l'État et également des importantes luttes du peuple colombien, telles celles des syndicats, des mouvements civiques, des étudiants. Nous y demandons aussi que les membres du Forum utilisent tous les moyens à leur disposition pour mettre sur pied une solidarité plus active.

**Propos recueillis le 21 mars 1998
par Ernesto Herrera**

In Marcia per il lavoro : un mouvement contre le chômage

Comme en France, en Belgique, en Allemagne, en Italie aussi des mouvements pour lutter contre chômage se sont développés au cours des derniers mois. Certains d'entre eux s'efforcent de se donner des structures organisationnelles permanentes. C'est le cas de l'association *In Marcia per il lavoro* (En marche pour le travail), lancée à l'initiative de militants combatifs d'organisations syndicales et politiques, dont les militants syndicaux extra-confédéraux du S.In-COBAS et les jeunes communistes appartenant au Parti de la Refondation communiste (PRC). Nous publions ici des extraits d'un texte-appel de *In Marcia*.

« Ils commencent à se rendre visibles : d'abord en France, ensuite en Allemagne de même qu'en Italie, notamment dans le Sud catastrophé des sans travail. Ce sont les chômeurs. 18 millions de personnes dans toute l'Europe, une masse composée de jeunes, de femmes, de travailleurs expulsés des grandes entreprises et transformés en une multitude de travailleurs "autonomes". (...) »

« Les conditions matérielles des différentes catégories de travailleurs et chômeurs sont de plus en plus convergentes. Elles esquissent une zone grise dont les contours s'estompent. Une fracture et une "décomposition" de différents protagonistes se produisent sur le terrain social, ce qui affaiblit le potentiel de résistance du mouvement ouvrier dans toutes ses composantes et favorise la croissance de la droite. (...) »

« L'unité des chômeurs, des travailleurs qui ont un emploi et des travailleurs précaires est aujourd'hui nécessaire pour contrecarrer la pénurie de travail et les orientations politiques

qui la déterminent. Elle est nécessaire pour relancer une perspective de changement social. C'est dans ce but aussi qu'est née l'association *In Marcia* avec l'objectif d'organiser les chômeurs et les précaires dans une bataille commune au côté des forces engagées dans la construction des marches européennes. Le fondement de cette association est l'unité des chômeurs et des travailleurs qui ont un emploi.

« 1. (...) La diminution du temps de travail à 35 heures hebdomadaires sans réduction de salaire pour tous et toutes par voie législative est un droit auquel on ne saurait renoncer. En même temps il faut exiger les 32-30 heures dans les négociations nationales des secteurs public et privé et mettre à nouveau au centre des luttes pour les conventions collectives la question salariale, c'est-à-dire celle d'une augmentation importante des salaires minima et de la réintroduction d'un mécanisme garanti d'indexation. La diminution du temps du travail doit être hebdomadaire sans aucune concession aux projets d'annualisation impliquant des conditions de flexibilité inacceptables. Il faut rétablir des conditions de "rigidité", telles que l'abolition du travail de nuit, en dehors des cycles continus et des services indispensables, et prévoir des pénalisations pour les heures supplémentaires.

« 2. (...) Le droit au travail est une revendication essentielle pour construire une société plus juste et civilisée. Il est essentiel de garantir à tous et à toutes des conditions de vie minima. Nous adoptons le mot d'ordre des chômeurs français qui appartiennent à A.C. : « le travail est un droit, un revenu nous est dû ! »

Un salaire social est nécessaire. Il peut être financé par une taxation des profits et des transactions internationales et par la lutte contre une évasion fiscale à dimensions gigantesques (250 000 milliards de liras chaque année). (...) Le salaire social doit inclure la gratuité des transports publics, l'abolition des tickets pour la santé, la concession de logements populaires à des prix réglementés et des plans de formation gratuits à la fin de la scolarité obligatoire. (...)

« 3. Il est possible de mener une bataille généralisée, tant au niveau local que national, dans le but d'arracher des plans pour le travail, qui abordent les problèmes de la restructuration de l'environnement, des choix productifs, des projets de développement notamment dans le Mezzogiorno. (...) Il est possible de créer de nouveaux emplois à condition qu'on adopte une politique pour le travail qui ne soit pas soumise à l'impératif du profit et accepte le critère de l'utilité publique de travaux et services qui valorisent la communauté sociale. Ce sont des activités qui ne peuvent pas être subordonnées à une logique marchande (...).

« 4. Nous allons défendre le monde complexe et bigarré du travail précaire (...) Nous avons tous le droit d'obtenir un emploi sûr et durable. C'est pourquoi il est inadmissible que des "zones salariales" différenciées selon les régions ou les provinces soient réintroduites.

« 5. Notre plate-forme articulée s'adresse à des sujets sociaux différents dans le but de les unifier. Dans ce sens *In Marcia* est un instrument de travail, qui se base sur l'expérience de ses collectifs locaux et ses capacités de coordination nationale. C'est un instrument de mobilisation, d'échange d'expériences entre travailleurs qui ont un emploi et chômeurs : pour élargir les luttes et se mobiliser partout. Mais l'objectif principal est un nouveau mouvement qui se donne sa propre représentativité. C'est pourquoi nous mettons au centre de notre plate-forme la construction dans toutes les villes de comités unitaires pour le travail qui organisent les luttes des chômeurs, des travailleurs et des travailleurs précaires : en partant de la relance du Comité italien pour les marches européennes qui sera le canal de mobilisation pour une Europe sociale et du travail. »

XV^e camp international de jeunes

Cette année le camp international de jeunes des organisations de jeunesse de la IV^e Internationale sera accueilli par le Parti socialiste des travailleurs (SAP) du Danemark. Il aura pour thème principal « Exigeons la liberté ». Dans le Nord, où nos droits démocratiques sont bafoués par le pouvoir économique. Et dans le Sud, où l'exploitation économique va trop souvent de pair avec les régimes autoritaires. Une semaine de repos, de débats, de rencontres, alors n'hésitez pas, allez-y !

Pour tous les renseignements, contactez Inprecor ou :
 — le SAP (Box 547, Nørre Allé 11A, DK-2200, København N, Fax +45-3 537 32 17, E-mail <socinf@inet.uni2.dk>);
 — les JCR-RED (2 rue Richard Lenoir, F-93100 Montreuil, tel : +3310 1 40 09 80 22 ; Fax : +3310 1 40 09 10 93);
 — les JGS-SJW (29 rue Plantin, B-1070 Bruxelles, tel : +32 2 523 40 23 ; Fax : +32 2 522 61 27).

Jutland, Danemark,
25-31 juillet 1998

4. INTERNATIONALE/SAP:
**INTERNATIONAL
 SOCIALISTISK
 UNGDOMSLEJR '98**



BOURGEOIS**VOUS
N'AVEZ
RIEN COMPRIS****TRAVAILLEURS
ACTIFS ET CHOMEURS
TOUS UNIS****LE
POUVOIR
AUX
CONSEILS
DE
TRAVAILLEURS****L'INTOX
VIENT
A DOMICILE****SALAIRES LEGERS****CHARS LOURDS****LA CHIENLIT
C'EST LUI!****LA LUTTE CONTINUE****A POLICE VOUS PARLE
Tous les soirs
à 20h.****RETOUR
A LA NORMALE...****1968**

fut un tournant de ce siècle. Elle vit s'affirmer des luttes anti-impérialistes avec l'offensive du Têt au Viêt-nam, des luttes antibureaucratiques avec le printemps de Prague et les mobilisations étudiantes pour la démocratie en Pologne et en Yougoslavie, des luttes anticapitalistes avec Mai 68 en France, mais aussi une spectaculaire radicalisation de la jeunesse étudiante et travailleuse dans toute l'Europe, dans les deux Amériques, au Japon... Une nouvelle génération, qui n'avait pas connue les défaites des montées révolutionnaires de l'après seconde guerre mondiale, secouait le conservatisme bureaucratique des organisations de la gauche traditionnelle. Cette montée de luttes secoua profondément le mouvement ouvrier. Elle accéléra le déclin de la mainmise stalinienne, secoua la social-démocratie. La nouvelle génération radicale aspirait au socialisme, qu'elle voulait démocratique et internationaliste. En Pologne et en Tchécoslovaquie son élan fut brisé par la répression. Dans les pays capitalistes, les luttes conquièrent des droits nouveaux qui permirent au mouvement de s'enraciner socialement. Ce fut le début du renouveau des luttes féministes. La renaissance d'une gauche révolutionnaire. L'année 1968 fut riche d'enseignements. Dans ce numéro nous ouvrons le dossier. Nous n'avons pas pu traiter ici des multiples aspects des luttes de 1968. Nous poursuivrons donc dans nos prochains numéros, tout au long de

1998**LE
REGIME
COMPRESSE****LA
PRESSE
COMPLICE****NOUS SOMMES TOUS
'INDESIRABLES'****MOI
nous sommes le pouvoir****PENSE PAS
ROULE**

L'année 1968

vue des États-Unis

par
Alan Wald*

En 1887, Friedrich Engels écrivait un article "Le mouvement ouvrier aux États-Unis", pour célébrer les conquêtes des luttes pour la journée de huit heures qui venaient d'avoir lieu. Il mettait en particulier l'accent sur la capacité des travailleurs américains à dépasser radicalement la conscience de classe de leurs compagnons européens, due "au terrain plus favorable des USA où n'existent pas de ruines moyenâgeuses qui encombrant le chemin" en Europe. Il serait difficile de trouver aujourd'hui des écrits marxistes pour attribuer un jugement analogue en ce qui concerne les événements qui se sont déroulés 80 années après, pendant la décennie tumultueuse de la période de "68".

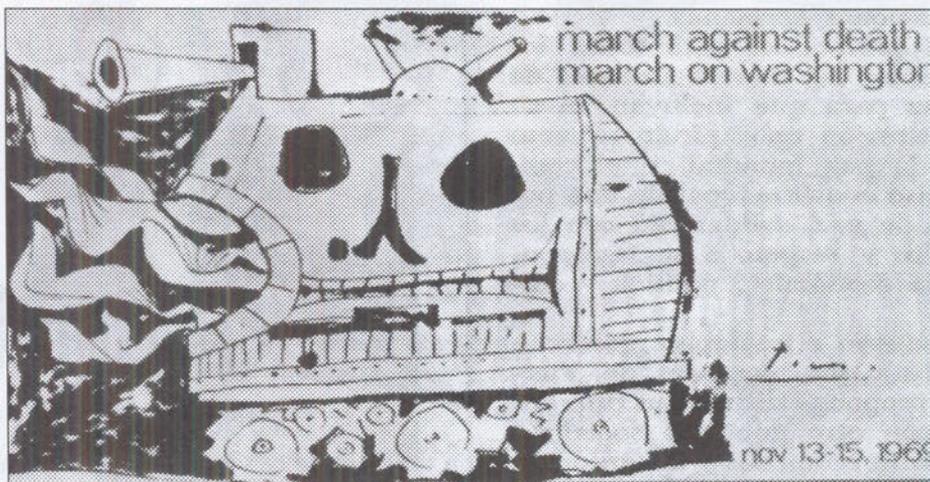
1. Une année tumultueuse

Comment porter un jugement comparatif avec l'année tant célébrée de "1968"?

Ce fut un vrai tournant dans la lutte de classe en Europe, à l'Ouest comme à l'Est. Le plus connu, c'est le printemps de Prague provoquant une invasion des chars soviétiques qui renversèrent le gouvernement, tandis qu'en France la révolte de Mai amenait des barricades dans le Quartier Latin et une

grève générale de 10 millions de travailleurs dans le pays.

Aux États-Unis, les événements furent certainement imposants et traumatisants. Sur le front militaire, il y avait l'offensive du Têt, une attaque coordonnée sans précédent de la part de l'armée nord-vietnamienne contre des bases militaires américaines et des villes sous contrôle des États-Unis. Il y eut aussi le massacre de My Lai, qui allait porter, quand cela s'est su deux années plus tard, un coup terrible à l'autorité morale de l'effort de guerre américain. Et puis il y eut les assassinats de Robert F. Kennedy, candidat à la présidence, et de Martin



Luther King Jr., le dirigeant du Mouvement pour les droits civiques. L'assassinat de ce dernier déclençait la révolte des afro-américains dans 168 villes. Il est traditionnellement cité comme la transition du mouvement de libération nationale des afro-américains vers le militantisme du type Black Power.

Finalement, le mouvement étudiant radical entraît aux États-Unis dans sa phase la plus active de cette époque. Entre janvier et juin 1968, il y eut 200 manifestations de masse étudiantes, dont 59 se terminèrent par des occupations des locaux. La grève de l'Université de Columbia fut la plus remarquable de celles qui soulevaient les enjeux cruciaux du racisme anti-noir (l'université construisait à ce moment un nouveau gymnase contre la volonté de la communauté noire de Harlem), des liens entre l'université et la machine de guerre et des principes d'un gouvernement démocratique.

La brutalité de l'attaque policière de New York contre ces étudiants et la faculté a choqué toute la nation, et beaucoup de revendications radicales furent imposées. Le mouvement étudiant fut aussi la composante centrale d'un mouvement de masse non-violent, en août de cette même année, contre le congrès national du Parti Démocrate, qui se tenait à Chicago.

Néanmoins, l'ensemble des événements de 1968 posait à peine la question

du "pouvoir" sur le plan national, comme ce fut le cas à Paris ou à Prague. L'offensive du Têt échoua. Le mouvement noir, après M.L. King, fût certes plus militant, mais aussi plus fragmenté et harcelé par des infiltrations policières, il souffrit d'ultra-gauchisme. Le mouvement étudiant, dont l'expression la plus achevée était le SDS (Students for a Democratic Society, Étudiants pour une société démocratique), qui revendiquait une bonne centaine de milliers

d'adhérents, explosait au printemps 1969 ; il ne réussirait plus jamais à regagner sa cohésion organisationnelle antérieure.

La protestation de Chicago ne parvint pas à imposer Eugene McCarthy, le "candidat de la paix", et Richard Nixon devait gagner les élections en automne 1968. En fait, dans ces mêmes élections, le candidat ouvertement raciste, George Wallace et son parti (American Independent Party) obtenait 14% des votes. Les scores additionnés de Nixon et Wallace se chiffrent à 57%, il y avait un basculement vers le conservatisme de la part de la majorité de la population américaine qui peut et va voter. Ainsi, les élections de 1968 sont généralement interprétées comme un retour de manivelle à droite, inaugurant le premier grand réaligement partidaire depuis la Grande Dépression et le prélude à la "révolution reaganienne".

2. Prise de conscience

1968 a certainement signifié un tournant radical dans la conscience d'une large couche de militants étudiant de la

* Alan Wald (Université de Michigan, Ann Arbor) est membre de Solidarity, éditeur du magazine "Against the Current", et récemment coauteur de *Trotskyism in the United States : Historical Essays and Reconsiderations*, Humanities Press, 1996).



New Left (nouvelle gauche), qui commencent aussi à réviser leur opinion à propos de la "vieille gauche". Beaucoup parmi nous en ont conclu qu'une direction politique pour une transformation révolutionnaire-démocratique doit être basée sur une classe ouvrière multinationale, éduquée sur un programme socialiste, et organisée d'une manière professionnelle. Mais de telles conclusions découlaient avant tout de nos observations d'événements positifs en France et en Italie, et non pas des succès révolutionnaires aux États-Unis, même si nous avons admiré l'esprit combatif du Black Panther Party, des Young Lords, du American Indian Movement, des Brown Berets, et autres développements impressionnants.

Il faut pourtant constater qu'un secteur crucial de la New Left rompait avec les idées de Herbert Marcuse (célèbre représentant aux États-Unis de "l'École de Francfort"), qui voyait dans une classe ouvrière "cooptée par le système" la cause des problèmes, et idéalisait les étudiants et les minorités discriminées. Beaucoup de militants jetaient un nouveau regard sur l'histoire de la lutte des classes aux États-Unis, la situation présente du mouvement syndical et l'héritage des mouvements communiste et trotskiste. Ils commençaient à considérer les travailleurs américains en tant qu'agent potentiel de la révolution et les travailleurs afro-américains (déjà entrés en action comme à Detroit) comme une direction particulière et unique pour les luttes à venir.

Néanmoins, il y a aussi une manière d'exagérer le rôle des étudiants blancs en se focalisant sur l'année 1968. Il faut se rappeler que, cette année-là, la plupart des luttes aux États-Unis étaient menées par



Dans un campement du FNL, Sud-Viêt-nam (DR)

des étudiants (souvent dans les universités élitistes) qui occupaient les bâtiments, faisaient campagne pour Eugène McCarthy lors de "la croisade des enfants" et mobilisaient pour Chicago.



Une certaine fixation sur "l'année 1968" tend aussi à réduire la lutte de libération Noire aux images de martyr et de violence urbaine. En réalité, l'histoire politique du mouvement afro-américain tourne autour d'un certain nombre d'axes à partir du mouvement pour les droits civils des années cinquante et incluant la montée de Malcolm X au début des années soixante. La dynamique semi-autonome de la lutte des Chicanos, des Portoricains et du Native American Movement (aborigènes indiens) est également quelque peu marginalisée par cette fixation sur 1968. C'est plutôt 1969 (Stonewall Rebellion) et 1973 (la légalisation de l'avortement par une décision de la Cour suprême) qui sont des moments déterminants dans les mouvements des homosexuels et des femmes. En général, vouloir trouver une année particulière où ces mouvements se seraient trouvés à l'apogée de leur puissance, ou auraient connu une expérience bouleversante, empêche la compréhension des spécificités de ces mouvements et de leur interaction. (1)

3. Perspectives alternatives

Peu de ce qui a eu lieu en 1968, peut être compris en dehors d'une information adéquate qui porte aussi sur l'année ou les deux années qui ont suivi. Par exemple, même si le mouvement étudiant est monté très haut en 1968, il y eut aussi une crise majeure en 1969. 1969 fut l'année de Woodstock, des "journées de rage" ultra-gauche de Chicago, des assassinats des dirigeants du Black Panther Party (Fred Hampton et Mark Clark), de l'occupation de Alcatraz par les amérindiens aborigènes, et des mouvements du même type qui donnent son sens au radicalisme des années soixante.

Si la mobilisation de masse contre la politique gouvernementale est un critère de potentialité politique, 1969 requiert une attention spéciale en tant qu'année du Moratoire pour le Viêt-nam (incluant le

moratoire des Chicanos à Los Angeles) en octobre, ainsi que la marche massive contre la guerre au Viêt-nam à Washington, la capitale, en novembre. Et on peut certainement aussi argumenter que l'apogée du mouvement des masses étudiantes n'est ni en 1968 ni en 1969, mais en mai 1970; à ce moment 60% des campus du pays étaient le théâtre de manifestations contre l'invasion américaine au Cambodge et l'assassinat d'étudiants aux universités de Kent et de Jackson. Il est aussi évident que 1968 est quelque peu compromis comme année révolutionnaire en politique américaine précisément parce que ce fut une année électorale. Ici, il faut comprendre la problématique de la gauche américaine dans un contexte d'emprise du Parti Démocrate sur la politique radicale depuis les années trente jusqu'à présent. Sans une expression politique indépendante, les luttes subalternes sont inévitablement cooptées et démobilisées par l'apparition de politiciens "progressistes" ("liberals") qui promettent d'appuyer leur cause en échange d'un vote aux prochaines élections.

Cela fut clairement le cas en 1968, quand la force motrice du mouvement radical était l'opposition à la guerre du Viêt-nam. A ce moment-là, la candidature d'Eugen McCarthy avait usé et épuisé l'énergie de milliers de militants, les espoirs et les rêves de beaucoup plus encore. Suite à la victoire, au congrès de Chicago du Parti Démocrate, de Hubert Humphrey (l'autre candidat démocrate) qui n'avait aucune crédibilité anti-guerre, le mouvement devait trébucher et décliner tout au long de l'automne 1968. Au moment où Nixon entrait en fonction (en janvier 1969), il apparaissait moribond. Ce fut la décision de Henry Kissinger, secrétaire d'État (ministre des affaires étrangères) de bombardier le Cambodge, qui relança le mouvement de masse.

D'un point de vue marxiste, l'évolution du mouvement ouvrier en 1968 fut cruciale. Un épisode excitant et symbolique fut le voyage à Atlanta de M.L. King (qui sera



1. Par exemple Alice Ecols (Daring to be bad : Radical Feminism in America, 1967-75 — Oser être méchant : le féminisme radical en Amérique 1967-75) théorise la montée et le déclin de l'aile militante du nouveau mouvement féministe à travers une continuité d'événements et d'épisodes entre 1968 et 1973.

bientôt assassiné) pour exprimer sa solidarité avec les travailleurs de la santé afro-américains en grève. Et pourtant, la majorité de la classe ouvrière américaine semblait impassible, voire guerrière, en 1968. Évidemment, certains syndicats, surtout de gauche, soutenaient le mouvement anti-guerre. Mais c'est l'attaque physique des ouvriers du bâtiment en 1970 contre des manifestants anti-guerre new-yorkais, qui est probablement l'activité ouvrière autour du Viêt-nam la plus connue.

Sur le plan économique, la classe ouvrière fut peu ou pas affectée avant la récession de 1969-71. Puis, en août 1971, le président Nixon introduisait la "Nouvelle Politique Économique". Elle comportait un gel des prix et des salaires, des contrôles fédéraux, une dévaluation du dollar et une surcharge d'impôts. Une nouvelle récession eut lieu entre 1973 et 1975.

4. Une série de vagues

Ainsi, 1968 fut une année charnière aux États-Unis, mais uniquement sous certains angles et pour certains groupes sociaux. Un examen plus précis du terrain politique pourrait sans doute montrer une série de vagues, l'une se superposant à l'autre, mais qui malheureusement n'ont jamais conflué en une vague massive débouchant sur un tournant politique, comme cela s'est passé en France.

Incontestablement, l'ère de passivité politique (quelque peu exagérée) associée à la "génération silencieuse" des années '50, fut renversée d'une manière décisive. Cette nouvelle légitimité de la

contestation dure jusqu'à présent, et cela malgré le déclin des mouvements sociaux spécifiques apparus dans les années soixante. En particulier, si l'on considère les années 1968-71 comme un bloc, elles marquent clairement la fin du "siècle américain" — l'ère qui débutait après la deuxième guerre mondiale — où la possibilité américaine d'agir à sa guise face au Tiers Monde semblait freinée par les seuls missiles soviétiques. Il est vrai qu'il y eut aussi cette année, une sorte d'épuisement du libéralisme de l'administration Johnson, dont le programme de la "Grande Société" échoua devant la montée du racisme, de la pauvreté et de la guerre impérialiste.

Ces deux développements ont créé une base pour la résurgence d'une organisation socialiste révolutionnaire dans les

années soixante-dix. C'est certainement l'aspect le plus négligé dans les manuels scolaires, les livres, les mémoires et les anthologies de documents qui ont été publiés durant la dernière décennie à propos du radicalisme des années soixante.

Avec la fin de la guerre du Viêt-nam des dizaines de milliers de militants radicalisés se trouvèrent sans objectifs pour leur énergie politique et organisationnelle. Beaucoup avaient évolué vers une conscience socialiste, entraînés par la génération qui fut profondément affectée par les événements internationaux de 1968. Maintenant certains rejoignaient les organisations marxistes qui s'étaient distinguées, pendant la décennie précédente — spécialement la jeunesse du Parti communiste (Young Workers Liberation League) ; celle du Socialist workers party (Young Socialist Alliance); et Socialisme international (précédemment Independent Socialist Clubs). Beaucoup d'autres furent attirés par le maoïsme, en partie parce qu'ils partageaient l'illusion, que le maoïsme représentait un courant plus radical et aussi parce le maoïsme, dont l'origine se situait en dehors de l'Europe et plutôt proche du Viêt-nam, semblait plus compatible avec les luttes antiracistes et tiers-mondistes.

Excepté le Progressive Labor Party et le Communist Labor Party, la plupart des groupes (anti-révisionnistes) maoïstes furent constitués à partir de l'ex-New Left, et pas par des vétérans de la vieille génération. Malheureusement, les mouvements maoïstes américains se liaient à ce régime hautement instable qui n'hésitait pas à soutenir des gouvernements réactionnaires et à monter des théories conspiratives anti-soviétiques dignes de Joe Mac Carthy, le tristement fameux procureur anticommuniste. Ils battirent rapidement le record du sectarisme et du scissionnisme, qui fait partie du bilan honteux des groupes trotskistes américains. Certains groupes maoïstes réintroduirent même la pratique indéfendable de la violence, au sein de la gauche, à l'encontre de leur rivaux politiques. A la fin des années soixante-dix, beaucoup de ceux qui en 1968 et après, avaient compris la nécessité d'une organisation léniniste, ont réexaminé tout cela. Les groupes ayant bénéficié de l'apport de "la génération de 1968", ont presque tous connu une scission centrale parmi leurs cadres et une perte spectaculaire de membres. Cela vaut

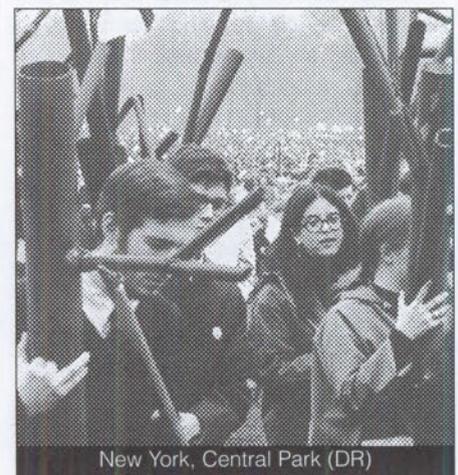


La convention démocrate sous protection (DR)

aussi pour le PC, le SWP et SI. La majorité des organisations maoïstes (certaines d'entre elles ont évolué vers des positions pro-albanaises) ont disparu. Entre-temps, un secteur substantiel des militants est entré dans le monde académique, où le post-marxisme est une carte de visite dans le circuit des conférenciers médiatisés. Une véritable crise frappait la génération des années soixante, qui ne disparaissait pas totalement, mais ne trouvait pas d'issue efficace.

Par une stratégie de "regroupement" et un engagement dans le militantisme de base, dans les syndicats et les luttes associatives, un secteur militant cherchait à maintenir les meilleures traditions du socialisme révolutionnaire américain — celles des années trente et soixante.

Mais la crise ne sera pas résolue tant qu'une nouvelle génération de militants américains — femmes et hommes, homos et hétéros, euro-américains et afro-américains, latinos, asiato-américains et amérindiens autochtones — n'aura pas trouvé un terrain commun par des luttes communes



New York, Central Park (DR)

contre un système qui opprime sans distinction tous ceux qui sont désunis. Seulement ainsi la signification de 1968 sera clarifiée dans l'histoire politique des États-Unis, et les promesses utopiques honorées. ■





J.-M. Krivine prélève le napalm (traces noires) sur ce qui fut un bloc opératoire au Nord Viêt-nam (DR)

1968 et la guerre du Viêt-nam

Par Jean-Michel Krivine*

impérialistes, ce sont les vagues de la révolution coloniale qui vont la stimuler, la convaincre que la pensée marxiste n'est pas à mettre au rebut et que l'URSS n'a plus grand chose à voir avec le socialisme.

Après la victoire de la révolution cubaine à leur porte, les USA mirent tout en oeuvre pour enrayer la contagion et endiguer la poussée révolutionnaire partout dans le monde et en particulier autour de la Chine. Il y eut toute une série de coups d'État, plus ou moins fomentés par la CIA, au cours des années soixante (Indonésie, Congo, Brésil, Saint-Domingue), et après la défaite de la France en Indochine, les Américains s'empressèrent de prendre sa place laissée vacante au Sud Viêt-nam et de financer (donc de contrôler) le régime de Ngo Dinh Diem. Par ses méthodes terroristes et dictatoriales celui-ci provoqua la levée d'une résistance populaire que les communistes locaux encadrèrent au moyen d'un Front National de Libération (FNL) créé en 1960. Malgré les milliards de dollars US qui lui furent généreusement octroyés, Diem fut tellement impuissant et discrédité que ses protecteurs américains organisèrent son assassinat le 1 novembre 1963. Ses remplaçants ne furent pas plus heureux dans leur guerre contre le FNL, maintenant largement soutenu par le Nord. Devant le risque d'un effondrement complet de leur allié et de la prise de contrôle du Sud par les communistes, le président Johnson décida d'intervenir militairement.

A la suite d'une provocation en mer

("l'incident" du golfe du Tonkin), en août 1964, la 7e flotte US se mit à canonner et à bombarder la côte nord-vietnamienne puis des nuées de B-52 (les plus gros bombardiers de l'époque) quittèrent leurs bases au Sud Viêt-nam pour pilonner le Nord en se rapprochant de plus en plus de Hanoi. En même temps

des fantassins US débarquaient par dizaines de milliers dans le Sud. Ils devaient atteindre le chiffre d'un demi million.

La guerre américaine fut véritablement criminelle et prouve encore une fois qu'on peut disposer d'un régime relativement démocratique sur le plan intérieur et se comporter de façon inhumaine et terroriste vis-à-vis de peuples considérés comme "inférieurs" : massacres, napalm, bombes à billes antipersonnel, défoliants, furent très largement utilisés cependant que la plupart des bâtiments du Nord étaient rasés (à l'exception de ceux de Hanoi).

A l'opposé, la façon dont le peuple vietnamien, étroitement encadré par le PC (appelé PTV, parti des travailleurs du Viêt-nam), sut résister à l'escalade et finalement la rendre inopérante, donna un exemple inouï qui inspira non seulement d'autres mouvements de libération nationale mais également des secteurs de la jeunesse et du mouvement ouvrier dans les pays développés.

Ici je souhaite livrer quelques souvenirs personnels. En novembre 1966 se tint la première réunion du « Tribunal international contre les crimes de guerre commis au Viêt-nam », encore appelé Tribunal Russell, du nom du célèbre philosophe anglais qui accepta de le parrainer. Son but était « d'établir sans crainte de quiconque ni à la faveur de qui que ce soit toute la vérité sur cette guerre ». Vingt six témoins de différents pays furent envoyés au Viêt-nam. En tant que chirurgien, j'ai eu la possibilité de séjourner du 17 février au 23 mars 1967 dans le Nord Viêt-nam, puis, avec mon collègue médecin Marcel-Francis Kahn et le

* Jean-Michel Krivine, chirurgien, a fait partie des équipes du Tribunal Russell qui se sont rendues au Viêt-nam en 1967 pour y enquêter sur les crimes de guerre américains.

Quand on considère le tableau qu'offre le Viêt-nam en 1998 (règne de la bureaucratie, corruption effrénée et culte du dollar) on a du mal à imaginer que 30 ans plus tôt, tous les regards de la jeune génération et des révolutionnaires étaient tournés vers ce petit pays qui menait une lutte exemplaire contre le colosse américain. Comment l'intrépidité, l'esprit d'initiative et les proclamations de foi socialistes qui caractérisaient les combattants qui caractérisaient les combattants vietnamiens ont-ils pu aboutir à un aussi pitoyable résultat ?

Certes, le Viêt-nam a gagné la guerre et son combat, incroyablement difficile, a joué un rôle essentiel dans la floraison d'explosions contestataires qui se sont produites dans le monde à la fin des années soixante. Contrairement aux prévisions marxistes (même trotskistes), le capitalisme ne se porte pas trop mal dans les années d'après-guerre et grâce, en particulier, à la course aux armements provoquée par la guerre froide, il parvient à bouleverser la technologie, à augmenter la productivité du travail, à améliorer nettement le niveau de vie moyen dans les pays développés alors que le chômage demeure très limité. Cependant le système de formation des jeunes ne suit pas et les valeurs régnautes demeurent celles de la société bourgeoise d'avant-guerre. La jeunesse étudiante devient contestataire. En l'absence de grandes luttes de classe dans les pays



cinéaste Roger Pic, du 16 au 30 septembre 1967 dans les zones libérées du Sud, non loin de Tay Ninh.

Comme j'étais encore membre du PCF (bien que déjà trotskiste...) et comme le PCF était jugé très sévèrement par les communistes vietnamiens à cause de sa mollesse pour appuyer leur combat (et de son soutien du bout des lèvres au tribunal Russell), les responsables vietnamiens me donnèrent une chance inespérée : me faire descendre jusqu'au 17e parallèle (la ligne de démarcation entre le Nord et le Sud). De cette équipée passionnante je retirais deux impressions prédominantes.

En premier lieu, la sauvagerie des bombardements US n'avait aucune limite. Après avoir quitté la capitale, j'ai dû constater que jusqu'au 17e parallèle, pas un bâtiment en dur n'avait été épargné par l'aviation américaine. Je devais enquêter notamment sur l'usage des bombes à billes et du napalm ainsi que sur les bombardements d'établissements hospitaliers. On m'a conduit dans tous les hôpitaux de province et dans plusieurs hôpitaux de district. Ils étaient tous marqués de larges croix-rouges et situés le plus souvent hors de la ville. Tous avaient été bombardés à plusieurs reprises, rasés et j'ai rapporté du carrelage de bloc opératoire recouvert de flaques de napalm. Il en allait de même des écoles et des habitations. Au Sud nous avons interrogé beaucoup de témoins qui nous ont détaillé les ratissages, bombardements, défoliations, opérés par les Américains et leurs protégés.

Mais en même temps nous avons été les témoins du formidable élan de la population pour résister et chasser l'envahisseur. J'ai pu observer admirativement comment la vie s'organisait sous terre dans les zones les plus bombardées du Nord : les écoliers étudiaient dans des tranchées, la tête recouverte d'un chapeau de paille tressée pour les protéger des billes, les hôpitaux décentralisés fonctionnaient en sous-sol et les salles d'opération souterraines étaient éclairées avec des phares de vélo, les magasins et les salles de réunion étaient creusés dans le sol. Nous circulions de nuit en command car et, de même que tous les camions empruntant la "piste Hô Chi Minh" pour rejoindre le Sud, nous ne disposions comme éclairage que d'une petite ampoule fixée sous le moteur. De chaque côté de

la route des bâtons blancs étaient échelonnés tous les dix mètres, et la lampe permettait de constater que nous demeurions entre les bâtons, donc sur la route. Des équipes veillaient à ce que celle-ci demeure praticable. Une mobilisation populaire était indispensable pour aboutir à un tel résultat. D'autant qu'il fallait surveiller à intervalle régulier des lanternes, placées elles aussi le long de la route. Lorsque la feuille de bananier qui la recouvrait était remplacée par une feuille rouge, cela signifiait qu'il y avait un passage d'avions (non entendu avec le bruit du moteur de la voiture) et qu'il fallait s'arrêter et éteindre la petite ampoule sous le moteur. C'étaient souvent des jeunes filles des villages qui s'occupaient de ces lanternes. Dans tous les domaines l'ensemble de la population était ainsi mobilisée et, malgré leur écrasante supériorité technique, les Américains s'y cassèrent les dents.

Un journaliste du *Monde* qui avait d'abord été sur un porte-avions américain me dit un jour à l'époque : « *Quand on m'a envoyé ensuite au Nord Viêt-nam, j'y suis allé avec l'idée qu'ils étaient foutus. Vous ne pouvez imaginer la débauche de moyens et d'appareils sophistiqués à la disposition de l'armée américaine. Mais après quelque temps de séjour ici, j'ai changé d'avis. C'est toute la population qui se bat, qui est encadrée et motivée. Contre cela, les Américains seront impuissants.* »

Le Mai 68 français a été provoqué par la guerre du Viêt-nam. Le 18 mars 1968, une centaine de militants avaient attaqué le siège parisien de l'American Express dans le quartier de l'Opéra (vitres brisées, drapeau américain brûlé). Les flics arrêtèrent Xavier Langlade, le responsable du service d'ordre de la JCR, qui est étudiant à la faculté de Nanterre. Des arrestations de lycéens ont lieu les jours suivants. Nanterre s'embrase et les étudiants exigent leur libération et occupent la Tour qui domine le campus. Les étudiants seront relâchés mais l'agitation ne cessera plus et de Nanterre gagnera le Quartier latin. Signalons qu'auparavant s'étaient déjà pro-

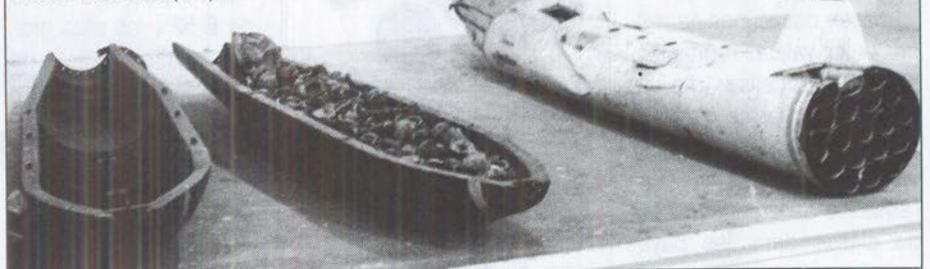


Traces de bombes dans une rizière (DR)

duites de nombreuses manifestations anti-guerre en Belgique, en Allemagne, au Japon et surtout aux USA où les pertes de l'armée américaine ne donnaient aucune envie de se battre aux futurs appelés. En France plusieurs mouvements animés par ce qu'on appelait alors les "groupuscules" développeront des actions parfois spectaculaires avec le slogan « FNL vaincra ! » qui contrastait avec le timide « Paix au Viêt-nam ! » du PCF, égaré dans les méandres de la coexistence pacifique. Les trotskistes participent activement au Comité Viêt-nam national (CVN), au mouvement du Milliard pour le Viêt-nam, à l'Association médicale franco-vietnamienne, les maoïstes animent les Comités Viêt-nam de base (CVB), tous contribuent à faire prendre conscience que la lutte généralisée et organisée de tout un peuple peut faire reculer un adversaire cent fois mieux armé. En 1975 ce sera la prise de Saigon par l'armée populaire puis la réunification du Viêt-nam. La suite devait se révéler nettement moins enthousiasmante.

Dans les années de lutte contre la guerre, le slogan scandé : « Hô, Hô, Hô Chi Minh ! Che, Che, Che Guevara ! » était repris au cours de toutes les manifestations, au grand dam des trotskistes vietnamiens qui étaient, certes, de tous les comités de lutte mais, sachant comment le PCV avait systématiquement exterminé les trotskistes en 1945, souhaitaient un soutien plus critique. Et, de fait, on dut constater qu'après avoir terminé victorieusement sa lutte exemplaire, le PCV se mit à très rapidement édifier une société en tous points comparable à celles de ses homologues du "socialisme réel", avec son parti

Bombes à billes (DR)



LA POLICE S'AFFICHE
AUX BEAUX ARTS



LES BEAUX ARTS
AFFICHENT dans la RUE

unique, ses bureaucrates à tous les niveaux, ses magasins et hôpitaux "spéciaux", ses centaines de milliers de prisonniers politiques "à rééduquer", sa police politique omniprésente. Le FNL et l'Alliance des forces démocratiques, qui avaient clamé pendant des années leur volonté d'ouverture à la "troisième force", leur désir d'établir un régime démocratique multi-partis, se virent mis sur la touche cependant que pratiquement tous les postes clés étaient occupés par des "nordistes" ou des gens qui ne devaient leur pouvoir qu'à la confiance qu'ils inspiraient aux "décideurs" du Nord et non pas à la population locale.

La déception se traduisit par l'exode des "boat people" mais elle atteignit également nombre d'"amis du Viêt-nam" qui

L'explication n'est pas simple et donna lieu, à l'époque, à d'ardentes controverses dans la IV^e Internationale. La majorité considérait que le PCV était, certes, de formation stalinienne et nourrissait donc de vives tendances à la bureaucratisation mais elle demeurait résolument optimiste en raison du combat exemplaire qu'il dirigeait. Il s'agissait pour elle d'une direction révolutionnaire partiellement empirique, susceptible d'évoluer sous l'influence de la mobilisation d'une population politisée, comme en témoignait la large démocratie à la base en contradiction avec le centralisme vertical (2). A ce point de vue s'était opposée, pendant toute une période, une minorité (essentiellement aux USA) pour qui le PCV n'était qu'un parti nationaliste à

base paysanne, doté d'un programme stalinien petit-bourgeois de révolution par étapes (d'abord la révolution bourgeoise...). Seule la poussée des masses l'aurait obligé à dépasser

les bornes qu'il avait prévues. Le groupe trotskiste vietnamien en France voyait les choses encore différemment et, a posteriori, son point de vue s'est révélé le plus lucide. Certes, le PCV avait été formé dans le moule stalinien de la III^e Internationale, comme son homologue chinois, mais comme ce dernier, il a toujours su manoeuvrer pour défendre ses intérêts nationaux sans trop indisposer son tuteur. Il était erroné de le représenter comme un parti petit-bourgeois poussé à l'action par les masses révoltées. Cette poussée n'existait ni en 1941 quand quelques dizaines de militants pourchassés prirent la décision audacieuse de commencer la lutte armée et créèrent le Viêt-Minh, ni dans les années soixante quand le Nord était ravagé par les bombes et le Sud étranglé par l'armée US, les flics et les mercenaires du régime fantoche. Le PCV a su être cette direction combattante, liée aux masses, farouchement décidée à vaincre et à conserver le pouvoir. Mais pour réaliser quoi ? Comme l'ont fait remarquer les zapatistes du Chiapas, les dirigeants d'une lutte armée victorieuse ne sont pas les plus aptes à construire une société civile démocratique en temps de paix. D'autant que la gangrène stalinienne corrodait déjà le Nord Viêt-nam au plus fort de son combat exemplaire.



Éclairage de la salle d'opération dans la jungle (DR)

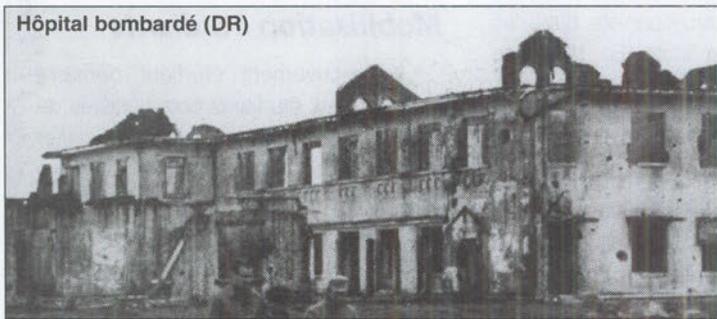
Comment décrire l'amertume de l'auteur de ces lignes quand il apprit en 1991, à la lecture du livre de Georges Boudarel (3) qu'en pleine escalade, en 1967, alors qu'il se trouvait au milieu de cette population héroïque, la direction du PCV jetait en prison, sans aucun procès, cent à deux cents vieux militants lors de "l'affaire Hoang Minh Chinh", accusés de "révisionnisme antiparti" krouchtchevien. Chinh connut 16 ans d'internements divers sans aucune décision de justice et n'est toujours pas réhabilité. On apprenait récemment que le propre secrétaire de Hô Chi Minh (de 1945 à 1954) avait fait partie de la même fournée sans que le brave Oncle ne lève le petit doigt pour le sauver (4). On avait donc affaire à un parti ouvrier bureaucratisé, certes de formation stalinienne, mais différant du parti stalinien standard (comme le PCF) en ce sens qu'il plaçait ses intérêts propres avant ceux de l'URSS. Il sut diriger avec brio une guerre de libération nationale (comme son homologue soviétique pendant la deuxième guerre mondiale) mais se révéla incapable de sortir du moule stalino-maoïste pour construire une société nouvelle en temps de paix.

Actuellement le Viêt-nam suit globalement l'évolution de la Chine et le culte du billet vert a remplacé celui de Staline mais le pouvoir politique est encore solidement entre les mains des cadres du PCV.

Il est heureux qu'en mai 1968 même les plus pessimistes n'eussent imaginé une telle trajectoire... ■



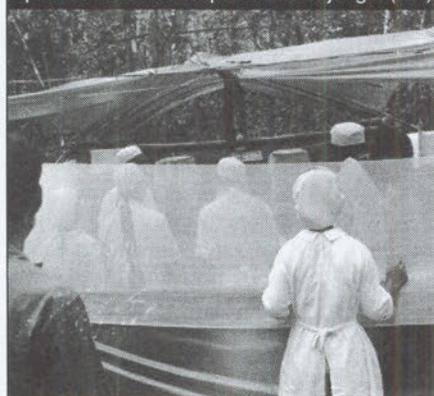
Hôpital bombardé (DR)



avaient nourri bien des illusions pendant la guerre. Pour saisir toute leur amertume il suffit de se reporter aux Mémoires de Laurent Schwartz (1) qui fut un des principaux animateurs du CVN, du Tribunal Russell et qui eut l'occasion en 1968 de rencontrer Hô Chi Minh, Pham Van Dong et de donner une conférence aux cadres syndicaux et politiques de Hanoi : « Les officiels vietnamiens savaient pertinemment que j'avais été trotskiste, ils passaient là-dessus ; moi je n'ignorais pas qu'ils étaient staliniens et ne me faisais guère d'illusions sur le régime politique qui prévaudrait après la guerre ; j'espérais quand même mieux que ce qui s'est produit ».

Comment interpréter un tel fiasco ?

Opération dans un hôpital dans la jungle (DR)



1. Laurent Schwartz, *Un mathématicien aux prises avec le siècle*, Ed. Odile Jacob, Paris 1997.
2. Pierre Rousset, *Le parti communiste vietnamien*, François Maspéro, Paris 1973 (2e ed. Paris 1975).
3. Georges Boudarel, *Cent fleurs écloses dans la nuit du Viêt-nam (communisme et dissidence - 1954-1956)*, éd. Jacques Bertoin, Paris 1991.
4. *Chroniques vietnamiennes*, édité par le Groupe trotskiste vietnamien, (membre de la LCR) - n° spécial - automne 1997.

Pologne 1968 : l'espoir brisé de l'opposition communiste

par
Jan Malewski

Manifestations, meetings étudiants, pétitions, occupations des facultés, matraquages et arrestations, antisémitisme officiel — le début de l'année 1968 en Pologne semblait s'intégrer dans la vaste révolte contre les pouvoirs en place qui secouait la planète.

Une provocation inouïe

Tout commença par l'annonce le 16 janvier de l'arrêt, deux semaines plus tard, de la présentation sur la scène du Théâtre National de Varsovie des *Aïeux*, une pièce d'Adam Mickiewicz. Adam Michnik, un des animateurs du mouvement étudiant en 1968, écrivit vingt ans après : « Si en Russie on avait interdit *Pouchkine*, en France Victor Hugo, en Allemagne Goethe — peut-être les réactions auraient-elles été moins passionnelles. Mais pour la conscience nationale polonaise il s'agissait d'une insulte. Le chef-d'œuvre de la littérature polonaise et le témoignage de la lutte polonaise pour la liberté et l'indépendance avait été confisqué. Un objet national sacré fut agressé. » (1)

Le 30 janvier, à l'issue de la dernière représentation de la pièce, une manifestation parcourut les rues de la ville. A l'Université de Varsovie 3000 signatures contre la censure furent collectées. Le

29 février l'Union des écrivains de Varsovie vota une résolution contre la censure. Pour les étudiants radicalisés comme pour l'intelligentsia frondeuse, le temps était venu d'arrêter le cours de plus en plus répressif d'un régime qui n'en finissait pas de rétablir l'ordre mis à mal par la montée révolutionnaire de 1956.

Porté au pouvoir en Octobre 1956 par la gauche démocratique du parti, Wladyslaw Gomulka avait très rapidement mis un terme au bouillonnement démocratique dans les usines et dans la presse : les conseils ouvriers furent mis au pas dès

1958, après que la presse porteuse des revendications de l'Octobre polonais eut été liquidée dès 1957. Mais la porte vers la liberté resta entrouverte plus longtemps pour les milieux intellectuels et ce n'est qu'en 1962 que les clubs de discussion commencèrent à être fermés (2) et la censure a été plus interventionniste dans les publications à tirage limité. En 1964 une lettre ouverte de 34 intellectuels revendiquant le "droit à la critique" et protestant contre la limitation des tirages marqua le divorce entre l'intelligentsia et la direction du parti. Ses auteurs furent mis à l'index. En même temps une opposition communiste de gauche, apparue au sein de la jeune intelligentsia et parmi les étudiants, commença à être réprimée. En mars 1965 Jacek Kuron et Karol Modzelewski furent condamnés pour avoir écrit et diffusé une Lettre ouverte au POUP (3), en janvier 1966 trois autres militants, Kazimierz Badowski, Ludwik Hass et Romuald Smiech, furent condamnés en tant que trotskistes pour avoir aidé à imprimer cette lettre. Tirant le bilan de la gauche d'Octobre 1956, Kuron et Modzelewski écrivaient alors : « La seule possibilité de développement de la révolution [en Octobre 1956] était la formulation d'un programme de classe prolétarien et l'organisation autour de lui d'un mouvement combattant le pouvoir de la bureaucratie libérale. En ce moment décisif, non seulement la gauche n'a pas proposé un tel programme et organisé son propre parti, mais encore elle a prêté appui à la bureaucratie libérale. Toute l'autorité énorme dont jouissaient dans leur milieu les militants de la gauche a été transférée à la nouvelle direction. »

Conséquents avec un tel bilan les militants de la gauche communiste avaient formulé un programme de lutte révolutionnaire pour une démocratie de conseils ouvriers, articulée avec la suppression des forces permanentes de répression, une réduction du temps de travail et l'indépendance des syndicats (4). Malgré la répression de 1965-1966, ce courant continuait à se

développer parmi les étudiants, renforcé par une fronde de plus en plus ouverte des intellectuels marxistes, qualifiés par la bureaucratie de "révisionnistes" (5). En 1968 ce courant fournit à la révolte étudiante la majorité de ses animateurs.

Mobilisation étudiante

Le mouvement étudiant démarra lorsque deux étudiants communistes de gauche, Adam Michnik et Henryk Szlajfer furent exclus de l'Université de Varsovie pour avoir informé un journaliste du Monde (6) des protestations contre la censure. Le 8 mars une assemblée générale d'étudiants à l'Université de Varsovie était matraquée par la police et Kuron et Modzelewski étaient à nouveau emprisonnés. Le 9 mars l'École Polytechnique de Varsovie se joignit au mouvement. Le 11 mars une manifestation affrontait la police au centre de la capitale, alors que les étudiants de Cracovie rejoignaient le mouvement, suivis le lendemain par ceux de Gdansk, Lodz, Lublin, Poznan et Wroclaw et le surlendemain par ceux de Torun, puis par ceux de Katowice. « Il n'y a

1. Adam Michnik, *Sakrament Byka* (Le sacrement du taureau), *Krytyka* n° 28-29, Varsovie 1988, édition clandestine.

2. Le plus connu d'entre eux, le *Club du cercle courbe* de Varsovie, fut fermé le 1 février 1962

3. Jacek Kuron et Karol Modzelewski, *Lettre ouverte au Parti ouvrier unifié polonais*, cahiers "rouge" n° 4, Maspéro, Paris 1969 (3e éd.).

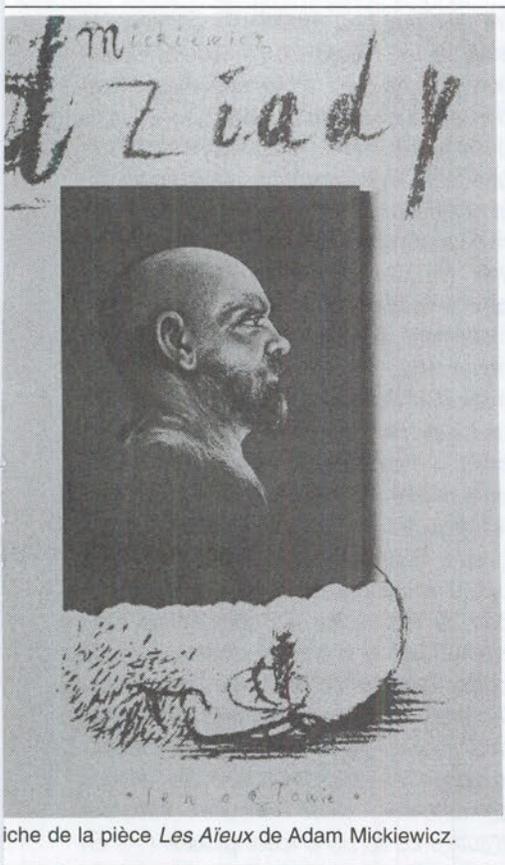
4. *ibid.*, pp. 67-77.

5. Notamment le philosophe Leszek Kolakowski, exclu du parti en 1966, l'économiste Wlodzimierz Brus, le sociologue Zygmunt Bauman... qui employaient alors la méthode marxiste pour l'analyse critique de la réalité environnante.

6. Il s'agissait de Bernard Marguerite, dont le comportement lors des procès qui suivirent Mars 1968 lui valut l'inimitié durable des oppositionnels polonais. Exclu du *Monde* en 1971, il se recycla ensuite au *Figaro* et fut l'un des journalistes étrangers le plus fréquemment cité dans la presse polonaise officielle.

**HALTE
à
L'EXPULSION
DE NOS
CAMARADES
ÉTRANGERS**





affiche de la pièce *Les Aïeux* de Adam Mickiewicz.

pas de pain sans liberté ! » fut le slogan. Des grèves avec occupation des universités et des écoles polytechniques eurent lieu entre le 15 et le 23 mars. Des comités étudiants apparaissent et formulent des revendications (7).

La réaction du pouvoir fut d'une grande brutalité : des milliers d'étudiants furent exclus, des centaines furent arrêtés, plusieurs dizaines condamnés. Les universités furent privées du peu d'autonomie dont elles disposaient, purgées de nombre d'intellectuels critiques. Mais la répression ne s'arrêta pas là : la révolte étudiante servit de prétexte pour un nettoyage en profondeur de l'appareil du parti-État de ceux qui avaient manifesté en 1956 des sympathies démocratiques et, au delà, d'une bonne part des vieux cadres issus du PC d'avant-guerre. Une campagne antisémite menée par le pouvoir — entamée dans l'appareil par la fraction des "partisans" dirigée par le ministre de l'intérieur Mieczyslaw Moczar depuis plusieurs années mais qui en 1968 connut son apogée — provoqua une vague d'émigration évaluée à 20 000 personnes entre mars 1968 et juillet 1969 (8). 8 300 membres du POUP en furent exclus, dont 14 ministres et 80 fonctionnaires de haut rang et des milliers de cadres furent licenciés (rien qu'à Varsovie 800 "cadres" ont été licenciés entre mars et septembre 1968) (9).

Comme les étudiants, les bureaucrates se référaient à 1956, mais avec une tonalité fort différente. Edward Gierek, membre du bureau politique et futur secrétaire du parti après les grèves de décembre 1970, disait ainsi lors d'un meeting officiel le 14 mars : « *l'immonde lie, qui apparut à la surface des événements d'octobre il y a 11 ans n'a pas été totalement éliminée du courant de notre vie* » et il annonçait que le parti va « *briser les os* » aux « *ennemis de la Pologne populaire* », aux « *laquais de l'impérialisme* » et aux « *sionistes* ».

Antisémitisme officiel

L'accusation de "sionisme" fut la principale "justification" idéologique de la répression. Depuis des années le courant bureaucratique réactionnaire qui apparut en 1956 sous le nom de "groupe de Natolin" avait puisé dans l'arsenal traditionnel antisémite de la droite polonaise des arguments visant à la fois à écarter de l'appareil des concurrents et à se construire une base sociale dans les milieux sociaux les plus frustrés. Des dizaines de cadres de l'armée et de la police dont on avait découvert l'origine juive furent révoqués, ce qui permettait également de normaliser un secteur militaire qui en 1956 apparaissait prêt à s'opposer à l'éventuelle intervention soviétique. En juin 1967, après la guerre des six jours, ce courant reçut un soutien inattendu de Gomulka lui-même. Lors du congrès des syndicats le premier secrétaire du parti déclara : « *Étant donné que l'agression israélienne contre les pays arabes a trouvé un soutien dans les cercles sionistes des Juifs — citoyens polonais, je tiens à déclarer ce qui suit : nous n'avons pas empêché les citoyens polonais de nationalité juive à rejoindre Israël, lorsqu'ils le désiraient. Nous considérons que tout citoyen polonais ne peut avoir qu'une seule patrie — la Pologne populaire* ». Il n'hésita pas à dire que les Juifs habitant en Pologne constituent une "cinquième colonne potentielle", ce qui fut enlevé du texte rendu public après l'intervention de Edward Ochab, alors (jusqu'en avril 1968), président de la présidence collective de l'État. Gomulka n'avait ainsi pas hésité à accuser de sionisme justement ceux qui, contrairement à la doctrine sioniste, avaient décidé de vivre en Pologne. Le signe d'égalité entre Juif et sioniste était de cette manière légitimé par le principal dirigeant du pays et la voie ouverte pour une campagne antisémite. Celle-ci fut immédiatement entreprise publiquement dans la presse contrôlée par

la fraction Moczar. En mars 1968 les noms à consonance juive des opposants furent mis en avant dans les articles orduriers justifiant la répression, des milliers de tracts ouvertement antisémites (mais non signés, ceux-là) furent distribués et le Moczar séduisait ainsi les jeunes cadres étudiants du parti : « *Souvent les instructions ramenées de l'étranger [i.e. d'URSS, au cours de la seconde guerre mondiale, lorsque la résistance communiste en Pologne était marginale, mais Moczar en était un des chefs] par les envoyés spéciaux, comme par exemple l'ex-camarade Kasman (10), étaient reçues à contre-cœur par les partisans polonais de la Garde populaire, car souvent elles ne tenaient pas compte de la spécificité polonaise de la guerre nationale de libération. Digression — il y a un sage proverbe "la Nation Juive est une nation habile, mais pas assez habile pour cacher son habileté". Divers sortes de Berman (11) ont démontré par leur attitude la justesse de ce proverbe. (...) On ne voit pas les citoyens polonais d'origine juive devant les machines des fabriques. Très peu travaillent comme ouvriers, la majorité, ce sont les soi-disant cadres dirigeants. Dans l'armée on trouve des Polonais d'origine juive dans les états-majors. On ne les trouve ni parmi les ouvriers, ni parmi les soldats.*

Comment se fait-il qu'Adam Michnik ait été considéré par la commission militaire comme inapte au service militaire ? Car il bégaye, mais cela ne l'empêche pas d'exercer son art oratoire au service de la démagogie anti-polonaise. (...) Je ne



7. On peut trouver des traductions de ces revendications dans *Pologne, le crépuscule des bureaucrates*, cahier rouge n°3, Maspéro, Paris 1971.

8. Selon Zenobiusz Kozik, *O wydarzeniach marcowych* (Des événements de mars), *Nowe Drogi* (organe théorique du POUP), n° 2/1988.

9. Selon Jerzy Eisler, *Marzec 1968* (Mars 1968), PWN, Varsovie 1991.

10. Leon Kasman, dirigeant stalinien qui vire libéral en 1954-1956, rédacteur en chef de *Trybuna Ludu* (quotidien central du POUP) après sa première normalisation en 1957, venait de démissionner de son poste pour protester contre la campagne antisémite.

11. Jakub Berman fut membre du BP du POUP responsable de la commission chargée de contrôler le Ministère de la Sécurité publique de 1949 à 1956, et est considéré comme un des principaux responsables de la terreur stalinienne.

connais pas de cas où un citoyen polonais d'origine juive voulant étudier ait été refusé, indépendamment de son niveau de préparation. » (12)

Analysant le tournant de la bureaucratie en 1968, Adam Michnik écrit : « Si octobre 1956 peut être considéré comme une tentative des communistes de s'enraciner dans la tradition démocratique polonaise, alors mars 1968 fut une tentative de s'enraciner dans la tradition des cent-noirs. La recherche de racines nationales est naturelle pour un pouvoir porteur du complexe de dépendance envers un voisin puissant. Mais en choisissant une tradition historique donnée, on choisit aussi les alliés politiques. » (13)

La répression et la vague antisémite de 1968 ont atteint leur but : jusqu'en 1974, la capacité d'opposition de l'intelligentsia polonaise fut anéantie. La répression du printemps de Prague en août 1968, à laquelle l'armée polonaise prit part, si elle souleva l'indignation générale, ne donna pas lieu à des mouvements de protestation significatifs. Le régime parvint à passer le cap de la grande grève de décembre-janvier 1970-1971 sans qu'une jonction entre l'opposition intellectuelle et la lutte des travailleurs n'apparaisse. La culture polonaise — riche en rebonds et en créativité après 1956 — fut muselée.



Transformation de la bureaucratie

Le parti au pouvoir lui-même fut profondément transformé. Si le régime stalinien polonais manquait de racines sociales — le PC polonais fut liquidé par Staline en 1938 et les staliniens ne jouèrent qu'un rôle limité dans la résistance antinazie, leur prise de pouvoir en 1944 fut donc le fruit de l'avancée de l'armée rouge et de la défaite de la résistance dans l'insurrection de Varsovie en août-octobre 1944 — la libéralisation du régime après 1956 avait modifié les rapports du POUP avec la population. Le parti recruta massivement et les quelques années de développement économique qui suivirent firent apparaître des aspirations au mieux-être. La normalisation rampante après 1956, la stagnation économique qui l'accompagna et le blocage des possibilités de promotion sociale ont détourné ces aspirations vers une lutte pour les postes. Au début des années



soixante une couche significative de cadres intermédiaires, indifférents envers l'idéologie officielle ou déçus par elle, se sentait bloqués par la pétrification de la structure du pouvoir. Porteuse d'aspirations de nouveaux riches, partageant tous les mythes et les préjugés de la petite-bourgeoise, cette couche s'identifia naturellement avec les fractions de Gierek (appareil économique) et de Moczar (appareil policier, nationaliste et antisémite). La haine anti-intellectuelle de ces fractions entraînait en résonance avec le mécontentement de ces cadres intermédiaires qui étaient frustrés de ne pas profiter du développement du pays et de la stabilisation du pouvoir, qu'ils considéraient comme leur œuvre. En mars 1968 ces couches ont appuyé sans réserve la répression.

Ce sont elles qui remplacèrent massivement les victimes de la répression. Le phénomène dans le domaine universitaire est connu : 13% de *docent* (14) devaient leur promotion à leur attitude en mars 1968. « Ceux qui aspiraient au renforcement du pouvoir du POUP ont su gagner une nouvelle génération avide de postes et d'honneurs (...). Le reclassement a touché en pratique tout l'appareil dirigeant, dont, bien sûr, la couche des managers de l'économie » (15).

Commentant ce phénomène Andrzej Szczypiorski écrivait dix ans plus tard : « On peut penser sans risque d'erreur, que pour les communistes polonais les années 1967-1970 furent une période moralement difficile. Toute leur conception sociale et politique s'effondrait. Sous les étendards du parti, qu'ils ont créé et à la tête duquel ils avaient dirigé la transformation du pays durant un quart de siècle, sont arrivés à s'exprimer des éléments pour lesquels tout

ce qui rappelait l'idéologie communiste était, de fait, haïssable. » (16) Jerzy Szacki écrit pour sa part : « Une nouvelle génération — non seulement plus jeune, mais aussi représentant d'autres expériences et une toute autre formation idéologique que la génération du PCP qui partait à la retraite où en émigration — parvint alors au pouvoir. (...) Cette génération — peu importe qu'elle fut meilleure ou pire — s'est avérée totalement a-idéologique. Lorsque c'était confortable, elle défendait soi-disant le marxisme contre le révisionnisme (ce fut une des plus grandes mystifications de mars !), mais elle n'avait pas de scrupules pour tendre en même temps la main vers les arguments de l'extrême droite d'avant guerre. Quant c'était confortable, elle rejetait le stalinisme, mais cela n'empêchait pas de ressusciter les campagnes stalinienne contre le cosmopolitisme (!) où de puiser dans la technique de propagande les pires modèles soviétiques de l'année 1937. Quand c'était confortable, elle a suivi le slogan "enrichissons-nous !" des années soixante-dix, pour ensuite effectuer d'autres contorsions idéologiques. (...) En mars en Pologne l'idéologie communiste fut enterrée. Sa place fut occupée par les techniques de domination, de la manipulation et de la propagande, appliquées plus ou moins efficacement. » (17)

Mutation de l'opposition polonaise

Surtout, la répression du mouvement polonais de 1968 a conduit à une mutation profonde de l'opposition polonaise et à un divorce durable entre les forces vives de l'intelligentsia frondeuse et le marxisme. En mars 1968 le mouvement étudiant fut avant tout un mouvement démocratique. Ses revendications, qu'on retrouvera dans les

12. Cité par Wojtek Lamentowicz, *Moje przeżycie Marca* (Mon itinéraire en mars), *Krytyka* n° 28-29, op.cit.

13. Adam Michnik, op.cit.

14. La fonction de *docent* est le premier niveau d'enseignant/chercheur habilité à diriger les recherches. On y accédait avec une thèse d'État. En mars 1968 pour remplacer les intellectuels réprimés, le pouvoir a cessé d'exiger une telle thèse.

15. Ireneusz Krzeminski, *Nowe kłopoty z marcem '68* (les nouveaux problèmes de mars '68), *Krytyka* n° 36, 1991.

16. Andrzej Szczypiorski, *Konsekwencje marca 1968* (Les conséquences de mars 1968), *Krytyka* n° 1, 1978.

17. Jerzy Szacki, *8 marca 1968 roku* (le 8 mars 1968), texte du rapport au colloque de l'Université de Varsovie le 8 mars 1988, *Krytyka* n° 28-29.

révoltes suivantes, étaient cependant formulées dans un langage marqué par le marxisme. Lorsqu'il se défendait contre la répression bureaucratique, c'est naturellement qu'il assimilait celle-ci au fascisme et revendiquait pour lui la tradition communiste. La conjonction de la répression (qui désorganisa les réseaux de l'opposition marxiste), de l'antisémitisme revendiqué par le pouvoir au nom du communisme, et de la promotion dans l'appareil de couches arrivistes et incapables, mit fin à cette culture de l'opposition.

« Nous avons jeté un regard nouveau sur le communisme — écrivait vingt ans après A. Michnik. — Les slogans de nos contemporains de l'Ouest, leur séduction par la phrase révolutionnaire et leur dédain des institutions de la démocratie parlementaire nous ont semblé bêtes et dangereuses, car porteuses de conséquences totalitaires. Et pourtant nous étions sur la même voie peu de temps auparavant.

A lire...

Alors qu'il est de bon ton aujourd'hui de commémorer la quête de l'utopie étudiante et la transformation culturelle engendrée par Mai 68, ou encore le saut français dans la modernité quant ce n'est pas l'acte de naissance de l'individualisme moderne, Maurice Rajsfus dérange*. Loin de se plonger dans les souvenirs d'ancien combattant, il livre une chronique de la grande peur qui traversa l'État gaullien et post-gaullien entre 1968 et 1974.

Rappel utile que celui d'une répression qui sans être sanglante n'en fut pas moins omniprésente et harassante : interventions policières, passages à tabac, censure des publications, expulsions et interdictions de séjour, conseils de discipline et suspension de lycéens et étudiants, dissolution d'organisations. Une tentative de rétablissement de l'ordre au nom de la grandeur de l'État et de la lutte contre le complot international, au cours de laquelle l'État gaullien avait peur de tout sauf du ridicule.

« C'est l'évocation de l'imagination créatrice qui a paniqué les gouvernants, mais également une certaine gauche devenue conformiste » écrit Rajsfus. Il rappelle utilement, textes à l'appui, le rôle néfaste joué par les dirigeants du PCF et de la CGT comme flanc-garde idéologique de la répression.

Citations à l'appui, Rajsfus sort de l'oubli la multitude des petits faits qui, mis bout à bout, font système. Il rappelle l'idéologie répressive qui fut celle de la Ve République aux abois, lorsque la "chienlit", par millions, a retourné le compliment à celui qui aimait s'identifier à la France. A lire pour se remémorer un climat ou pour apprendre ce que les manuels d'histoire omettent de mentionner. (JM)

* Maurice Rajsfus, Mai 68, sous les pavés, la répression (mai 1968 - mars 1974), Le cherche midi éd., Paris 1998, 252 p.

Nous cherchions les moyens d'un "socialisme véritable", nous étudions Marx, nous n'aimions pas le conservatisme et l'Église. Dans les meetings étudiants nous chantions l'Internationale... Je ne veux pas généraliser, la majorité de cette génération était différente. Mais nous, les "commandos" (18), nous étions comme ça — plutôt rouges. Pourtant en mars l'ignominie des communistes nous a fait apparaître les valeurs cachées du conservatisme et les qualités morales de l'Église. C'est cette Église que nous estimions peu qui prit la défense des étudiants insultés par la lettre des évêques et les voix des députés catholiques à la Diète : Zawieyski, Stomma, Mazowiecki. Lorsque toutes les normes avaient été écrasées, le respect conservateur pour ces normes a pris un sens nouveau.» (19)

Lorsque Michnik et ses camarades sortirent des prisons en 1969-1970-1971, ils enseigneront cette nouvelle certitude à ceux qui rejoignaient l'opposition. Leslaw Maleszka, qui rejoint l'opposition plus tard écrit : « Pour eux mars [1968] était la fin des espoirs en la libéralisation, la fin des illusions, tout simplement — la défaite. » (20) Rafal Zakrzewski, encore plus jeune : « J'ai rencontré ceux de mars après leur transformation idéologique — ils avaient déjà laissé derrière le révisionnisme, se sont séparés du marxisme, ont oublié les citations des classiques. (...) Ce qui c'est passé en mars, était la variante polonaise de la fin du "siècle de l'idéologie"; de la croyance dans les possibilités d'une révision du communisme, comme de celle en une idéologie communiste qu'on puisse prendre au sérieux, en y trouvant des valeurs authentiques et la force d'une praxis politique. » (21) Leszek Kolakowski, dont la rupture avec le marxisme prit la forme d'un livre (22), et qui fut considéré comme le principal théoricien dudit "révisionnisme" polonais, écrivait en 1978 : « Mars fut la fin définitive du processus commencé en 1956, c'est-à-dire d'un processus où existaient encore les convictions, faiblissantes et de moins en moins efficaces, mais encore vives, qu'il est possible de régénérer ou de réparer le système communiste de gouvernement en se basant sur ses propres principes ; de ce fait le parti était, bien que de moins en moins, le centre d'initiatives visant non seulement à réparer la machine déréglée, mais aussi sa démocratisation fondée sur les conceptions idéologiques du communisme. » (23)

Ainsi les deux courants oppositionnels qui se rapprochèrent au cours des années

soixante — les jeunes marxistes révolutionnaires et les intellectuels communistes réformistes/dissidents — tirèrent de leur expérience de 1968 une même conclusion. Ces courants, plus tard rejoints par d'autres, plus conservateurs, qui au cours des années soixante ne jouaient pas un rôle politique actif, ont déterminé le caractère politique et idéologique de l'opposition polonaise depuis. Au cours de la montée révolutionnaire de 1980-81 leur langage et leurs convictions furent dominantes au sein de Solidarité, même lorsque la dynamique de celle-ci les débordait et posait la question du pouvoir et les perspectives programmatiques en des termes plus proches de ceux des opposants d'avant mars 1968, voire de 1956 (24). Le coup d'État du général Jaruzelski (qui en avril 1968 devint ministre de la défense) en décembre 1981 confirma aux yeux de la majorité de la population la validité des enseignements que ces opposants tirèrent de 1968.

En mars 1968 les post-staliniens polonais ont ainsi posé les premiers fondements du terrain idéologique de la restauration capitaliste, réhabilitant une tradition de droite polonaise qu'on pouvait croire définitivement vouée aux poubelles de l'histoire et brisant une avant-garde communiste. Les voies de la radicalisation des révoltés de 1968 à l'Est et à l'Ouest, qui s'étaient rapprochées aux cours des années soixante, divergèrent. ■



18. Nom donné aux réseaux se reconnaissant dans le Lettre ouverte de Kuron et Modzelewski par leurs adversaires, qui a fini par être repris par eux.

19. Op. cit.

20. Leslaw Maleszka, réponse à l'enquête dans *Krytyka* n° 1, 1978.

21. Rafal Zakrzewski, *Pytania, ktore nie padly* (Les questions qui ne furent pas posées), *Krytyka* n° 28-29.

22. En traduction française : Leszek Kolakowski, *Histoire du Marxisme*, Fayard, Paris 1987, et également *L'esprit révolutionnaire — marxisme, utopie et anti-utopie*, Complexe, Paris 1978. L'auteur a commencé ce livre en 1968, lorsqu'il perdit son emploi universitaire.

23. Leszek Kolakowski, *Cien marca po 10-ciu latach*, (L'ombre de mars dix ans après), *Krytyka* n° 1, 1978 (édition clandestine).

24. Le lecteur intéressé par l'évolution de Solidarité peut se reporter à mon article "Solidarnosc" quinze ans après, *Inprecor* n° 399, février 1996.

L'Allemagne antiautoritaire de 1968

par
Wilfried Dubois

À partir de 1965, sous l'influence des révolutions et luttes armées à Cuba, au Congo, au Viêt-nam, une frange des étudiant(e)s a commencé à se radicaliser, en particulier à l'Université libre de Berlin. Dans l'îlot du "monde libre" au sein de la RDA, des jeunes, qui sont devenus l'avant-garde de toute une "génération historique", brisaient le consensus anti-communiste. Avec leurs manifestations, "sit-ins", "teach-ins" (1), ils protestaient contre la guerre américaine au Viêt-nam, la dictature du shah iranien, le monopole de la presse de Springer, les structures autoritaires et les réformes technocratiques de l'enseignement, les projets de "Notstandsgesetze" (lois d'exception), le conformisme politique et culturel de l'État de Konrad Adenauer et de Ludwig Erhard (2)

En 1966 (et jusqu'en 1969) la démocratie chrétienne (CDU-CSU) et la social-démocratie (SPD) fondèrent la grande coalition, avec l'ancien officier de propagande nazi Kurt Georg Kiesinger comme chancelier et l'ancien exilé socialiste de gauche Willy Brandt comme ministre des relations extérieures. Devant la quasi-absence d'une opposition parlementaire, le rôle de l'opposition extra-parlementaire incarnée par le Sozialistischer Deutscher Studentenbund (3) fut accru.

La répression policière — en particulier l'assassinat d'un manifestant étudiant par la police le 2 juin 1967 à Berlin — loin de la freiner, renforçait la radicalisation étudiante.

Nous publions deux textes écrits alors par Rudi Dutschke et Oskar Negt. Dutschke, qui prônait des "actions offensives" et la "longue marche pour la conscientisation de la société manipulée", fut alors présenté par les mass-médias comme le principal instigateur de la rébellion, et, bien qu'il n'eut pas de poste dirigeant formel dans le SDS, était considéré comme le principal porte-parole de la nouvelle avant-garde révolutionnaire. Negt, alors collaborateur de Max Horkheimer au sein de l'Institut für Sozialforschung de Francfort (qui donna le nom à "l'école de Francfort"), eut une très grande influence théorique dans les rangs du SDS. Le SDS fut le terreau d'où sont issus les courants de l'extrême-gauche et des Verts en Allemagne.

1. "teach-ins" : activités universitaires ou extra-universitaires auto-organisés par les étudiants (contre-cours, débats etc.)

2. Konrad Adenauer, dirigeant démocrate chrétien et chancelier de la République Fédérale d'Allemagne ; Ludwig Erhard, ministre de l'économie démocrate chrétien.

3. Ligue étudiante allemande socialiste (SDS) qui a rompu avec le SPD en 1960, après l'abandon par le SPD de toute référence à la lutte de classes dans le programme adopté au congrès de Bad Godesberg en 1959. En septembre 1967 la fraction "antiautoritaire" conquiert la direction du SDS.



Manifestation contre la guerre au Viêt-nam dans la Ruhr (en haut) (DR)

3000 Manifestants au quartier Latin à Paris après l'attentat contre Rudi Dutschke (en bas) (DR)



Mouvement antiautoritaire et luttes du Tiers-Monde

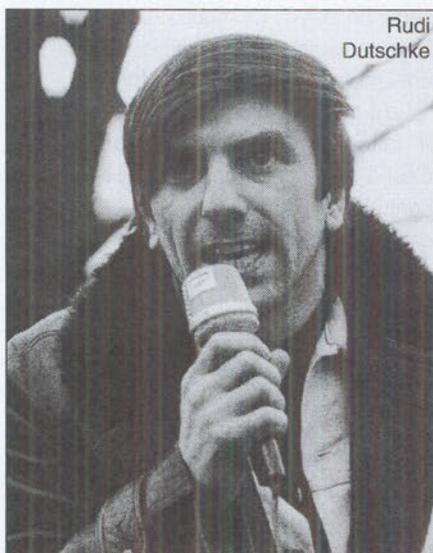
par
Rudi Dutschke*

Toute opposition radicale au système existant, qui veut nous empêcher par tous les moyens d'instaurer des rapports permettant aux hommes d'avoir une vie créative, sans guerre, sans faim et sans travail répressif, doit être nécessairement globale. La globalisation des forces révolutionnaires est la tâche principale de toute la période historique où nous vivons en oeuvrant pour l'émancipation de l'homme. Les sous-privilegiés du monde entier constituent la base de masse réelle et historique des mouvements de libération: seuls, ils peuvent garantir le caractère subversif de la révolution internationale.

Le Tiers monde - en tant que l'ensemble des peuples qui souffrent sous le terrorisme du mécanisme du marché mondial déterminé par les Giant Corporations, des peuples dont le développement est bloqué par l'impérialisme - a commencé cette lutte dans les années quarante, sous l'impulsion et après l'expérience de la première « révolution prolétarienne trahie » (Trotsky) en Union Soviétique. Différence décisive : le caractère de masse et la durée du processus révolutionnaire, conçu comme permanent y compris théoriquement.

Une nouvelle étape a commencé dans les années soixante par les bouleversements révolutionnaires en Algérie et à Cuba et la lutte ininterrompue du FLN du Viêt-nam du Sud contre la dictature de Diem. C'est cette lutte qui a acquis une portée historique pour le mouvement oppositionnel dans le monde entier. L'agression des États-Unis n'était pas prévisible. A un moment donné elle s'est produite ouvertement et brutalement. Mais dès que les multiples mécanismes d'"influence" se sont avérés insuffisants pour empêcher la victoire des forces révolutionnaires de libération au Viêt-nam du Sud, elle s'est produite ouvertement et brutalement. La "déveine historique" de l'oligarchie américaine de pouvoir, plus précisément de l'impérialisme des États-Unis, réside justement dans le fait de l'obliger à démanteler sa seule base de

"légitimation", l'idéologie anticommuniste. Pour être en condition d'écraser, sous le drapeau de l'anticommunisme, les mouvements sociaux révolutionnaires de libération, elle a été obligée de dévoiler l'idéologie communiste elle-même. Cette contradiction apparente disparaît si on comprend que l'acceptation par l'impérialisme de l'idéologie soviétique de coexistence pacifique avait pour but de préserver une "zone calme" du système, du moins en Europe centrale et occidentale, de "protéger ses arrières" et d'être ainsi en état de détruire rapidement et effectivement les mouvements révolutionnaires du Tiers-Monde. Le "tort" historique de l'Union Soviétique réside dans son incapacité totale de comprendre à fond cette stratégie de l'impérialisme et de lui riposter par des moyens subversif-révolutionnaires.



Rudi
Dutschke

L'agression de l'impérialisme des États-Unis au Viêt-nam, se développant chaque mois et chaque année davantage, apparaissait dans les pays capitalistes développés comme une « présence abstraite du Tiers-Monde dans les métropoles » (O. Negt), comme une force productive intellectuelle dans le processus de prise de conscience des antinomies du

monde d'aujourd'hui. (...)

La signification historique mondiale de la lutte du peuple vietnamien, la signification exemplaire de cet affrontement pour les luttes futures contre l'impérialisme ont été très tôt au centre de nos discussions. Mais le fait que cet aspect décisif ait pu pénétrer si rapidement dans la conscience des étudiants, nous semble avoir son explication matérialiste dans les rapports de production spécifiques des producteurs-étudiants.

En tant qu'étudiants, nous occupons une place intermédiaire dans le cadre de la reproduction sociale globale — bien que sous des conditions différentes selon les facultés. D'un côté, nous sommes une fraction du peuple intellectuelle et culturellement privilégiée ; de l'autre, ce privilège ne comporte actuellement, en dernière analyse, que frustration. Frustration, puisque l'étudiant en formation, notamment celui qui s'engage politiquement, fait chaque jour, de manière critique et parfois même matériellement, l'expérience de l'idiotie des cliques de politiciens qui représentent des autorités irrationnelles. De



*Rudi Dutschke (1940-1979) fut le principal porte-parole de la Ligue étudiante socialiste allemande (SDS). Victime d'un attentat en avril 1968, à la suite d'une campagne haineuse contre lui diligentée par la presse de Springer (Bild Zeitung...), il se retira en Grande Bretagne, d'où il fut expulsé, puis au Danemark. Nous présentons ci-dessous de brefs extraits de son principal écrit de 1968, *Les contradictions du capitalisme tardif, les étudiants anti-autoritaires et leur rapport au Tiers-Monde*, paru dans l'ouvrage collectif de Uwe Bergmann, Rudi Dutschke, Wolfgang Lefevre, Bernd Rabehl, *Rebellion der Studenten oder Die neue Opposition* (Rébellion des étudiants, ou la nouvelle opposition), éd. Rowohlt, Hambourg 1968.

surcroît, ces étudiants antiautoritaires, qui n'ont pas encore dans la société une place matériellement assurée, restent relativement éloignés des intérêts et des positions de pouvoir.

Une telle attitude des étudiants, temporairement subversive, détermine une identification dialectique de leurs propres intérêts immédiats et des intérêts historiques des producteurs en général. Les besoins vitaux de paix, justice et émancipation peuvent donc se matérialiser dans cette couche sociologique plus tôt qu'ailleurs. Mais elles n'ont acquis toute leur virulence que lorsque les étudiants se sont politisés par une lutte antiautoritaire contre la bureaucratie sectorielle dans leur propre milieu institutionnel (l'université), et se sont battus d'une manière plus résolue, dans un affrontement politique, pour leurs propres intérêts et leurs propres besoins.

Il ne faut pas oublier le rapport immédiat entre le producteur-étudiant et son milieu de formation Sa condition d'apprenti

à l'université est déterminée par la dictature des examens, qui augmentent sous une forme inflationniste, et par la dictature des

mandarins. Les professeurs sont, à leur tour, des serviteurs de l'État. C'est justement l'étatisation actuelle de la société toute entière qui explique la lutte antiétatique et anti-institutionnelle de l'opposition radicale extraparlamentaire.

C'est pourquoi, le Viêt-nam a perdu beaucoup de son caractère apparemment abstrait. La médiation productive entre les intérêts immédiats des étudiants antiautoritaires et ceux de leur émancipation historique ne peut se produire que par l'affrontement, par la lutte politique. La politique de restrictions adoptée par la bureaucratie universitaire, les interventions brutales de l'armée de guerre civile lors de démonstrations à Berlin-Ouest, l'urgence prolongée, permanente, des contradictions sociales, les formes d'action qui "violent" systématiquement les règles du jeu de la société bourgeoise, et le processus d'apprentissage stimulé par de telles actions ont créé l'esprit antiautoritaire, une attitude poussant dans cette direction y compris la révolution, l'éducation et l'auto-éducation des hommes. Ainsi, ce sont les dominants

eux-mêmes qui nous ont inculqué des attitudes antiautoritaires. Toutefois, notre opposition ne vise pas quelques petites "carences" du système; c'est une opposition totale, qui rejette dans son ensemble le mode d'existence de l'État autoritaire qui a dominé jusqu'ici.

Le "terrorisme anonyme" de la machine de pouvoir socio-étatique est omniprésent dans toutes les institutions, mais il ne possède « aucune force réelle autre que celle de la machine gouvernementale » (Marx). La nouveauté de notre condition réside dans le fait que nous n'acceptons plus cet ordre comme une nécessité indiscutable et indiscutée, que l'État perd de plus en plus tout semblant d'impartialité et apparaît de plus en plus comme « une machine exécutable de domination de classe » (Marx). (...)

Le mouvement d'opposition tiède est mort : bien que souvent sous des formes encore tout à fait désorganisées, la résistance a commencé, à Francfort et à Brème, à Berlin et à Hambourg, nous, le camp antiautoritaire, nous contrôlons déjà les chaînons décisifs pour la prise de conscience des hommes, les manifestations de clarification en dehors des universités, les assemblées générales des étudiants dans les grandes universités, les assemblées des lycéens. L'énorme quantité de journaux étudiants et lycéens représente un moyen de mobilisation et de clarification pour le mouvement dans son ensemble. Partout, se forment des "avant-gardes auto-proclamées", qui, tout à fait autonomes et non organisées, c'est-à-dire non manipulées par aucune centrale, ont commencé la lutte, qu'elles estiment nécessaire, contre la manipulation et la répression des capacités créatives de l'homme. Ici réside une des forces de ce mouvement antiautoritaire ; elle réside dans le fait que l'activité critico-pratique des antiautoritaires est l'expression réelle des besoins et des intérêts des individus. Ce fait empêche le monopole des intérêts historiques des hommes exercé par un parti "représentatif" des masses. Déjà nous contrôlons même les rues des grandes villes, nous sommes à l'aise dans « la jungle des villes » (Brecht) ; mais la diffusion à l'échelle des masses de l'idée de libération social-révolutionnaire fait encore défaut.

Dans les entreprises industrielles se constituent déjà les premiers groupes de base autonomes, qui — coordonnés d'une façon souple avec d'autres groupes selon le principe de l'aide réciproque — transfé-

rent dans les entreprises les méthodes antiautoritaires apprises dans les rues et dans les manifestations de clarification et s'efforcent de combattre les contraintes autoritaires de la hiérarchie de l'entreprise. La bureaucratie socio-étatique est en plein désarroi partout : à ses yeux, les conflits au sein de la société sont l'oeuvre de quelques meneurs ou ne reflètent que des conflits de générations temporaires. Elle doit personnaliser les problèmes, puisque, selon elle, l'histoire n'est que l'oeuvre de "grands personnages" et les masses ne sont que des matériaux pour les "élites".

La gauche risque à son tour de présenter le "prolétariat" ou les "masses" sous une forme absolue, presque métaphysique, de ne pas saisir la dialectique concrète et difficile de la prise de conscience des masses, de ne pas comprendre la séparation temporaire des groupes conscients, radicaux et minoritaires, et des larges masses. Il existe pour nous un autre danger, celui de nourrir un sentiment de supériorité intellectualiste en dernière analyse, une crainte de la capacité créative des masses devenues conscientes. A ces fausses alternatives s'oppose la pratique du travail d'émancipation historiquement concret.

Les vieux concepts du socialisme doivent être dépassés de manière critique ; ils ne doivent pas être annulés ou maintenus d'une manière artificielle. Un nouveau projet ne peut pas encore exister, il ne peut qu'être élaboré dans la lutte pratique, par une médiation constante de réflexion et d'action, de pratique et de théorie. La science révolutionnaire n'est aujourd'hui possible qu'au sein du mouvement antiautoritaire, en tant que force productive de la libération de l'homme des forces non comprises et non contrôlées de la société et de la nature.

Aujourd'hui, nous sommes tenus à être ensemble non par une théorie de l'histoire abstraite, mais par la nausée existentielle face à une société qui bavarde sur la liberté alors qu'elle réprime subtilement et brutalement les intérêts et les besoins immédiats des individus et des peuples luttant pour leur émancipation socio-économique. (...)

Il ne faut pas se faire d'illusions. Il ne sera pas facile de briser le réseau mondial de la répression organisée, le continuum de la domination. « L'homme nouveau du XXI siècle » (Guevara, Fanon), qui représente la prémisse de la "société nouvelle", sera le résultat d'une lutte longue et douloureuse ; il reflétera les hauts et les bas

SALAIRES LEGERS



CHARS LOURDS

du mouvement ; des élans temporaires seront compensés par des "défaites" inévitables. Notre phase de transition, de révolution culturelle, est, au sens "classique" de la théorie révolutionnaire, une phase pré-révolutionnaire. Il y a encore nombre d'illusions, d'idées abstraites et de projets utopistes au sein des groupes et chez les

individus ; c'est une phase où la contradiction radicale entre révolution et contre-révolution, entre la classe dominante dans sa forme nouvelle et le camp des antiautoritaires et des sous-privilegiés ne se développe pas encore concrètement et dans l'immédiat. Ce qui en Amérique est déjà une réalité sans équivoque, a une grande

signification pour nous aussi, au delà de certaines modifications. « *Ce n'est pas une époque de réflexion sobre, mais une époque d'évocations. La tâche de l'intellectuel est identique à celle du réfractaire, à celle du noir : parler avec le peuple et non au sujet du peuple* » (A. Kopkind, De la non-violence à la lutte de guérilla). ■



La démocratie des conseils à nouveau à l'ordre du jour

par
Oskar Negt*

Partout, dans les pays industrialisés européens, le modèle de la démocratie des conseils est à nouveau objet de discussion. L'admiration romantique pour l'autogestion yougoslave a disparu. On est convaincu que les soviets révolutionnaires de la révolution d'Octobre ne peuvent pas être tout simplement transplantés dans des sociétés hautement industrialisées. S'il est également clair qu'aucun ordre social existant n'est organisé selon l'idée originelle des conseils, pourquoi alors cette idée n'a-t-elle pas perdu depuis longtemps son actualité ? Est-ce que ce n'est qu'une minorité de rêveurs, d'utopistes inguérissables qui s'en occupe de temps en temps ? S'agit-il de gens qui ignorent tout simplement les lois réelles de la société industrielle ?

Pas du tout ! L'idée d'autogestion par le truchement des conseils gagne toujours du terrain lorsque les systèmes de domination politique officiels recèlent le germe de leur ruine, lorsque les bureaucraties indépendantes ou les organes représentatifs de l'État bourgeois ne sont plus en condition de représenter les intérêts élémentaires de l'écrasante majorité du peuple. Un rappel hâtif du naufrage de la République des conseils de Munich, de la suppression des soviets en Russie, des tendances à la bureaucratiation de l'autogestion yougoslave ne constitue pas une objection plausible à l'idée de démocratie directe. La démocratie progressiste bourgeoise elle-même a eu besoin de siècles pour s'affirmer ; il est improbable que la construction de démocraties socialistes, qui visent à supprimer la domination politique, ait

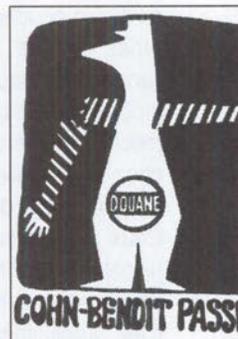
besoin de moins de temps. Le mouvement des conseils assume des formes d'expression multiples. Chaque processus sérieux de déstalinisation dans le bloc oriental va de pair avec une décentralisation des mécanismes décisifs économiques. Dans les pays occidentaux, des idées sur les conseils se propagent dans un contexte marqué par un recul du parlementarisme, par la tendance à l'étatisation des parlements. Les partis et les parlements s'orientent de plus en plus vers une adaptation aux intérêts de la société de consommation existante.

En revanche, la démocratisation de la société doit commencer dans les domaines déterminés par les expériences quotidiennes des hommes : dans les entreprises, dans les bureaux, dans les lycées, dans les universités. S'il n'existe aucun contrôle, on devient l'objet de manipulations par des élites dans le domaine politique aussi. Mais l'autodétermination dans les lieux de travail, l'éducation pratique à l'auto-activité n'est pas une revendication qui dans une société très industrialisée vient du dehors : elle correspond au développement industriel lui-même. Au fur et à mesure que la mécanisation croissante de l'économie progresse, s'étend l'espace d'action d'unités relativement autonomes où se développent des rapports de coopération d'un type nouveau. Les rapports de commandement deviennent eux-mêmes improductifs : l'épanouissement de la fantaisie politique et sociologique s'avère nécessaire.

Ces tendances de développement vont dans le sens d'une reformulation de l'idée

des conseils : comme les événements de mai en France l'indiquent, la contestation antiautoritaire et antibureaucratique existe aussi dans la classe ouvrière industrielle. Les occupations d'usines et d'universités ne sauraient plus être présentées comme des aventures anarchistes. Lorsque des "conseils" s'établissent aujourd'hui dans les institutions, ils expriment l'idée socialiste de l'autogestion non seulement au niveau d'une seule entreprise, mais aussi au niveau de la société. Cela implique le dépassement de la politique comme sphère séparée des phénomènes sociaux

Ceux qui expliquent que l'autogestion conçue sous cette forme est irréalisable, doivent renoncer à tout espoir de société démocratique : à leur yeux, les rapports de dépendance, qui engendrent le système de domination actuel, sont devenus des rapports naturels. ■



* Oskar Negt est professeur de sociologie à l'Université de Hanovre. Ancien assistant de Jürgen Habermas, il était considéré comme le mentor du SDS allemand, puis fut le principal théoricien de Sozialistisches Büro, une organisation socialiste de gauche qui a pratiquement disparu avec l'émergence des Grünen. Le texte que nous publions ici fut écrit en 1969 pour une présentation de la pièce de théâtre "Toller" de Tankred Dorst. Il fut repris dans Politik als Protest (1971).

Leçons de Mai 68

par
Ernest Mandel*

La montée révolutionnaire de mai 1968 constitue un énorme réservoir d'expériences sociales. L'inventaire de ces expériences est loin d'être complet : ce qui a caractérisé cette montée, c'est précisément l'irruption sur la scène historique de l'énergie créatrice des masses, qui a multiplié les formes d'action, les initiatives, les innovations audacieuses de la lutte pour le

socialisme. Ce n'est qu'en puisant dans ce réservoir, qu'en partant de cet acquis, que le mouvement ouvrier et révolutionnaire pourra s'armer efficacement pour mener à bien la tâche dont mai 1968 a confirmé à la fois la possibilité et la nécessité : la victoire de la révolution socialiste dans les pays hautement industrialisés d'Europe occidentale. (...)

I — Néocapitalisme et possibilités objectives d'actions révolutionnaires du prolétariat occidental

Les luttes de mai 1968 sont le résultat direct des contradictions du néo-capitalisme. Pareille irruption violente de luttes de masse — une grève générale de dix millions de travailleurs avec occupation d'usines ; l'extension du mouvement à de multiples couches périphériques du prolétariat et des classes moyennes (tant "anciennes" que "nouvelles") — serait incompréhensible s'il n'existait pas un mécontentement profond et irrépressible chez les travailleurs, provoqué par la réalité quotidienne de l'existence prolétarienne. Ceux qui s'aveuglaient sur l'élévation du niveau de vie au cours des quinze dernières années ne comprenaient pas que c'est précisément en période d'essor des forces productives (d'expansion écono-

mique accélérée) que le prolétariat acquiert des besoins nouveaux et que l'écart entre les besoins et le

pouvoir d'achat disponible s'élargit davantage (1). Ils ne comprenaient pas non plus qu'au fur et à mesure que le niveau de vie, de qualification technique et de culture des travailleurs s'élève, l'absence d'égalité et de liberté sociales sur les lieux de travail, l'aliénation accentuée au sein du processus de production doivent peser d'un poids plus lourd et plus insupportable sur le prolétariat.

La capacité du néo-capitalisme d'atténuer quelque peu l'ampleur des fluctua-

tions économiques, l'absence d'une crise économique catastrophique du type de celle de 1929 cachaient à trop d'observateurs son impuissance à éviter des récessions. Les contradictions qui minaient la longue phase d'expansion que le système avait connue en Occident depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale (aux États-Unis, depuis le début de celle-ci) ; l'opposition irréductible entre la nécessité d'assurer l'expansion au prix de l'inflation, et la nécessité de maintenir un système monétaire international relativement stable au prix d'une déflation périodique ; l'évolution de plus en plus nette vers une récession généralisée dans le monde occidental : toutes ces tendances inhérentes au système sont parmi les causes profondes de l'explosion de mai 1968. (...)

Il est d'ailleurs significatif que la crise de 1968 n'est pas survenue dans un pays aux structures "vieilles", où prédomine un "laissez-faire" archaïque, mais au contraire dans le pays type du néo-capitalisme, celui dont le "plan" était cité comme l'exemple le plus réussi du néo-capitalisme, celui qui dispose du secteur nationalisé le plus dynamique, dont "l'indépendance" relative par rapport au secteur privé suggérait même à d'aucuns sa définition comme "secteur capitaliste d'État". L'impuissance dont ce néo-capitalisme a fait preuve à comprimer à la longue les contradictions sociales en acquiert une importance d'autant plus universelle.

Le rôle de détonateur joué par le mouvement étudiant est le produit direct de l'incapacité du néo-capitalisme à satisfaire à n'importe quel niveau les besoins de la



Ernest Mandel à la tribune de la Socialist Scholars Conference en 1968

masse des jeunes attirés vers l'Université, tant par l'élévation du niveau de vie moyen que par les besoins de reproduction élargie d'une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée, résultant de la troisième révolution industrielle. Cette incapacité se manifeste au niveau de l'infrastructure matérielle (bâtimens, laboratoires, logements, restaurants, bourses, présalaire), au niveau de la structure autoritaire de l'Université, au niveau du contenu de l'enseignement universitaire, au niveau de l'orientation, des débouchés pour les universitaires et pour ceux que le système oblige à interrompre avant terme les études universitaires. La crise de l'Université bourgeoise, qui est la cause immédiate de l'explosion de mai 1968, doit être comprise comme un aspect de la crise du néo-capitalisme et de la société bourgeoise dans leur ensemble.

Finalement, la rigidité croissante du système, qui a largement contribué à exacerber les contradictions socio-économiques — précisément dans la mesure où il les comprimait pendant une période relativement longue —, est, elle aussi, directement liée à l'évolution de l'économie néo-capitaliste (2). Nous avons maintes fois

* Ernest Mandel (1923-1995), dirigeant de la IV^e Internationale et théoricien marxiste de réputation mondiale, interdit de séjour en France pendant de longues années après mai 1968, a écrit cet article "à chaud" pour la revue *Les Temps Modernes*. Nous reprenons ici de larges extraits des quatre premiers chapitres (le cinquième, consacré au débat autour de la "participation" à laquelle Mandel oppose le contrôle ouvrier, dépasse le cadre de la thématique de ce numéro) de : E. Mandel, *De la commune à Mai 68, Écrits politiques 1*, éd. la Brèche, Paris 1978.

1. Les éléments "historiques" incorporés dans la valeur de la force de travail — pour reprendre le vocabulaire de Marx — au-delà des éléments purement physiologiques, tendent à croître, et du même fait, les salaires réels, même quand ils sont en hausse, peuvent tomber au-dessous de cette valeur.

2. On cite souvent la suppression des médiations entre le pouvoir et le peuple, provoquée par l'avènement du gaullisme, comme une des causes lointaines de l'explosion de mai. En-delà de ce phénomène particulier à la France, il s'agit de retrouver des traits généraux propres au néo-capitalisme tout court.



souligné que les tendances à la programmation économique, à la "globalisation" des problèmes économiques et des revendications sociales, ne résultent pas seulement de desseins spécifiques de telle ou telle fraction de la bourgeoisie, mais de besoins inhérents à l'économie capitaliste de notre époque. L'accélération de l'innovation technologique, la réduction du cycle de reproduction du capital fixe obligent la grande bourgeoisie à calculer de manière de plus en plus précise, plusieurs années à l'avance, les amortissements et les investissements à effectuer par auto-financement. Qui dit programmation des amortissements et des investissements dit programmation des coûts, donc également des "coûts de la main-d'oeuvre". Voilà la source dernière de la "politique des revenus", de "l'écono-

mie concertée" et d'autres astuces qui tendent simplement à supprimer la possibilité de modifier par l'action revendicative "normale" la répartition du revenu national désirée par le grand capital.

Mais cette paralysie croissante du syndicalisme traditionnel ne supprime ni le fonctionnement des lois du marché, ni le mécontentement croissant des masses. A la longue, elle tend à rendre plus explosives les luttes ouvrières, le prolétariat s'efforçant de rattraper en quelques semaines ce qu'il a le sentiment d'avoir perdu pendant de longues années. Les grèves, même et surtout si elles deviennent plus espacées, tendent à devenir plus violentes et commencent davantage comme des grèves sauvages (3)...)

II — Typologie de la révolution en pays impérialiste

Pour savoir si une révolution socialiste est possible en Europe occidentale, malgré tous les "acquis" du néo-capitalisme et de la "société de consommation de masse", aussi bien les critiques de droite que ceux de "gauche" se référaient généralement aux modèles de 1918 (révolution allemande) ou de 1944-1945 (révolution yougoslave victorieuse, révolutions française et italienne avortées dans des conditions analogues à celles de 1918 en Allemagne), voire à la guérilla. Pour les uns, en l'absence définitive d'une catastrophe économique ou militaire, il était parfaitement utopique d'attendre autre chose que des réactions réformistes du prolétariat ; pour les autres, la possibilité de nouvelles explosions révolutionnaires de la part des tra-

vailleurs était liée à la réapparition de crises de type catastrophique. Bref, pour les uns la révolution était devenue définitivement impossible ; pour les autres, elle était reléguée au moment — largement mythique — d'un "nouveau 1929".

Dès le début des années 1960, nous avons essayé de réagir contre ces thèses schématiques en nous référant à un type différent de révolution possible et probable en Europe occidentale. Nous nous permettons de rappeler ce que nous écrivions à ce propos au début de 1965 :

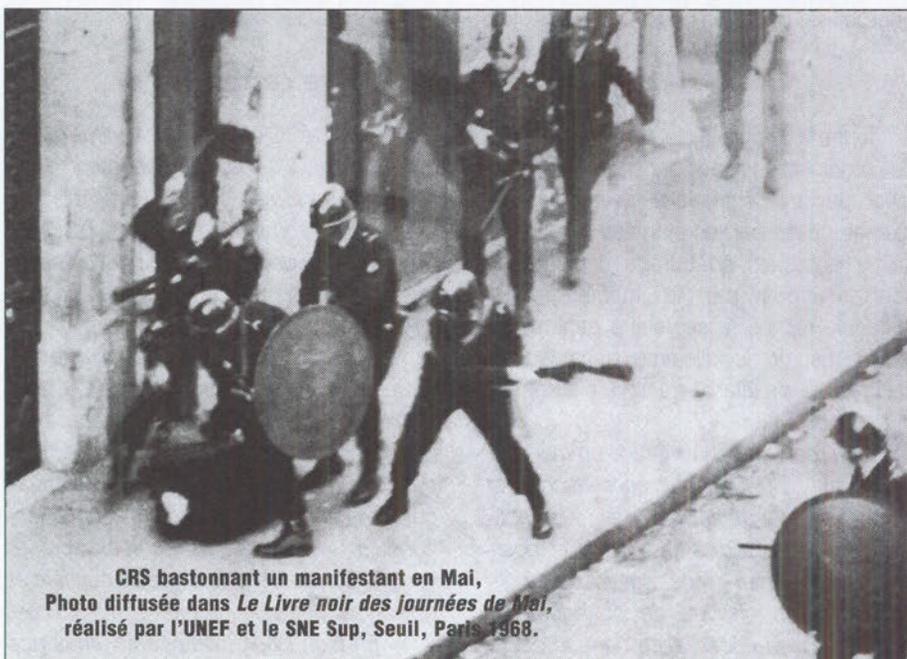
« Nous avons démontré plus haut que le néo-capitalisme ne supprime nullement les motifs de mécontentement chez les travailleurs, et que le déclenchement de luttes importantes reste possible, sinon inévitable

à notre époque. Mais ces luttes peuvent-elles prendre une forme révolutionnaire, au sein d'une "société de bien-être" ? Ne sont-elles pas condamnées à rester limitées à des objectifs réformistes, aussi longtemps qu'elles se déroulent dans un climat de prospérité plus ou moins générale ?...

« Pour répondre à cette objection, il faut circonscrire de manière plus précise son objet. Si l'on veut dire par là qu'on ne verra pas, dans le climat économique actuel en Europe, se répéter des révolutions comme la révolution allemande de 1918 ou comme la révolution yougoslave de 1941-1945, on émet évidemment un truisme. Mais ce truisme, nous l'avons admis au départ et inclus dans notre hypothèse liminaire. Toute la question est là : le renversement du capitalisme ne peut-il s'opérer que sous des formes de ce genre, nécessairement limitées à des circonstances "catastrophiques" ? Nous ne le croyons pas. Nous croyons qu'il y a un "modèle historique" différent auquel nous pouvons nous référer : c'est celui de la grève générale de juin 1936 (et dans une mesure plus modeste, la grève générale belge de 1960-1961, qui aurait pu créer une situation analogue à celle de juin 1936).

« Il est parfaitement possible que dans le climat économique général, qui est celui du "néo-capitalisme prospère" ou de la "société de consommation de masse", les travailleurs se radicalisent progressivement par suite d'une succession de crises sociales (tentatives d'imposer la politique des revenus ou le blocage des salaires), politiques (tentatives de limiter la liberté d'action du mouvement syndical et d'imposer un "État fort"), économiques (récessions ou brusques crises monétaires, etc.) et même militaires (par exemple, réactions très amples contre des agressions impérialistes, contre le maintien de l'alliance avec l'impérialisme international, contre l'emploi d'armes nucléaires tactiques dans les "guerres locales", etc.) ; que ces mêmes travailleurs radicalisés déclenchent des luttes de plus en plus amples au cours desquelles ils commencent à lier des objectifs

**Les capitalistes
ont besoin des
ouvriers
les ouvriers
n'ont pas besoin
de capitalistes**



**CRS bastonnant un manifestant en Mai,
Photo diffusée dans *Le Livre noir des journées de Mai*,
réalisé par l'UNEF et le SNE Sup, Seuil, Paris 1968.**

3. Ceci s'est vérifié même en Allemagne occidentale en 1967, année marquée par une poussée exceptionnelle de grèves sauvages. La plus importante des grèves "officielles" de cette année-là, celle des ouvriers du caoutchouc du pays de Hesse, avait commencé comme grève sauvage.

du programme de réformes de structure anticapitalistes aux revendications immédiates ; que cette vague de lutte débouche sur une grève générale qui renverse le gouvernement et crée une situation de dualité de pouvoir. » (4) (...)

Pour voiler les origines spontanées et inévitables de cette radicalisation des formes d'action, et accrédi-ter la thèse odieuse des "provocateurs gauchistes" qui auraient conspiré pour créer des "incidents violents" au service du gaullisme (5), les réformistes et néo-réformistes de tout poil sont obligés de passer sous silence le fait que des manifestations comparables s'étaient déjà produites lors de la grève générale belge en 1960-1961 (barricades de rue dans le Hainaut ; attaque de la gare des Guillemins à Liège) ; que les jeunes ouvriers étaient massivement passés à l'action dans ce sens lors des grèves du Mans,

de Caen, de Mulhouse, de Besançon et ailleurs en France, en 1967 ; que la radicalisation de la jeunesse ouvrière a été accompagnée de

la réapparition de formes d'action analogues en Italie (Trieste, Turin) et même en Allemagne occidentale.(...)

Or, il n'est pas difficile de comprendre les raisons pour lesquelles toute radicalisation de la lutte de classe devait rapidement déboucher sur la confrontation violente avec les forces de répression. Nous assistons, depuis deux décennies en Europe, à un renforcement continu de l'appareil de répression et des dispositions légales diverses entravent l'action de grève et les manifestations ouvrières. Si, en période "normale", les travailleurs n'ont pas la possibilité de se révolter contre ces dispositions répressives, il n'en va pas de même lors d'une grève de masse, qui les rend brusquement conscients de l'immense pouvoir que recèle leur action collective. Brusquement, et spontanément, ils s'aperçoivent que "l'ordre" est un ordre bourgeois qui tend à étouffer la lutte d'émancipation du prolétariat. Ils prennent conscience du fait que cette lutte ne peut pas dépasser un niveau déterminé sans se heurter de plus en plus directement aux "gardiens" de cet "ordre" ; et que cette lutte d'émancipation restera éternellement vaine, si les travailleurs continuent à respecter les règles du jeu conçues par leurs ennemis pour étrangler leur révolte.

Le fait que seule une majorité de jeunes travailleurs aient été les protagonistes de ces formes nouvelles de lutte, aussi longtemps qu'elles restaient embryonnaires ; le fait que c'est dans la jeunesse ouvrière que les barricades des étudiants ont provoqué le plus de réflexes d'identification ; le fait qu'à Flins et à Peugeot-Sochaux c'étaient encore et toujours des jeunes qui ont riposté de la manière la plus nette aux provocations des forces répressives n'infirment rien l'analyse qui précède. Dans toute montée révolutionnaire, c'est toujours une minorité relativement réduite qui expérimente de nouvelles formes d'action radicalisées. Au lieu d'ironiser sur la "théorie anarchiste des minorités agissantes", les dirigeants du P.C.F. feraient mieux de relire Lénine à ce propos (6). En outre, c'est précisément sur les jeunes que pèse moins que sur les générations adultes le poids des échecs et des déceptions du passé, le poids de la déformation idéologique qui résulte d'une propagande incessante en faveur des "voies pacifistes et parlementaires".

Les événements de mai 1968 démontrent également que l'idée d'une longue période de dualité de pouvoir, l'idée d'une conquête et d'une institutionnalisation *graduelles* du contrôle ouvrier ou de toute réforme de structure anticapitaliste repose sur une conception illusoire de la lutte de classe exacerbée en période pré-révolutionnaire et révolutionnaire.

On n'ébranlera jamais le pouvoir de la bourgeoisie par une succession de petites

conquêtes ; s'il n'y a pas de changement brusque et brutal des rapports de force, le capital trouve et trouvera toujours les moyens de les intégrer dans le fonctionnement du système. Et lorsqu'il y a un changement radical des rapports de force, le mouvement des masses pousse spontanément vers un ébranlement fondamental du pouvoir bourgeois. La dualité du pouvoir reflète une situation dans laquelle la conquête du pouvoir est déjà objectivement possible du fait de l'affaiblissement de la bourgeoisie, mais où seuls le manque de préparation politique des masses, la prépondérance de tendances réformistes et semi-réformistes en leur sein, arrêtent momentanément leur action à un palier.

Mai 68 confirme à ce propos la loi de

toutes les révolutions, à savoir que lorsque des forces sociales si larges sont en action, lorsque l'enjeu est si important, lorsque la moindre erreur, la moindre initiative audacieuse d'une part ou de l'autre peut radicalement modifier le sens des événements en l'espace de quelques heures, il est parfaitement illusoire de vouloir "geler" cet équilibre extrêmement instable pen-

dant plusieurs années. La bourgeoisie est obligée de chercher à reconquérir presque instantanément ce que les masses lui arrachent dans le domaine du pouvoir. Les masses, si elles ne cèdent pas devant l'adversaire, sont obligées presque instantanément d'élargir leurs conquêtes. Il en a été ainsi dans toutes les révolutions ; il en sera encore ainsi demain (7).



III — Le problème stratégique central

Toute la faiblesse, toute l'impuissance des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier confrontées avec les problèmes posés par les montées révolutionnaires possibles en Europe occidentale, sont révélées par la manière dont Waldeck-Rochet, le secrétaire général du P.C.F., résume le dilemme dans lequel, selon lui, le prolétariat français était enfermé en mai 1968 :

« En réalité, le choix à faire en mai était le suivant : Ou bien agir en sorte que la grève permette de satisfaire les revendications essentielles des travailleurs et poursuivre, en même temps, sur le plan politique, l'action en vue de changements démocratiques nécessaires dans le cadre

de la légalité. C'était la position de notre parti. Ou bien se lancer carrément dans l'épreuve de force, c'est-à-dire aller à l'insurrection, y compris en recourant à la lutte armée en vue de renverser le pouvoir par la force. C'était la position aventuriste de certains groupes ultra-gauchistes.

« Mais comme les forces militaires et répressives se trouvaient du côté du pouvoir établi (8) et que l'immense masse du peuple était absolument hostile à une pareille aventure, il est évident que s'engager dans cette voie c'était tout simplement conduire les travailleurs au massacre et vouloir l'écrasement de la classe ouvrière et de son avant-garde : le parti communiste.

« Eh bien ! non, nous ne sommes pas



tombés dans le piège. Car là était le véritable plan du pouvoir gaulliste.

« En effet, le calcul du pouvoir était simple : face à une crise qu'il avait lui-même provoquée par sa politique anti-sociale et antidémocratique, il a escompté utiliser cette crise pour porter un coup décisif et durable à la classe ouvrière, à notre parti, à tout mouvement démocratique. » (9)(...)

Quand le pouvoir de la bourgeoisie est stable et fort, il serait absurde de se lancer dans une action révolutionnaire qui vise le renversement immédiat du capital ; ce faisant on courrait à une défaite certaine. Mais comment passera-t-on de ce pouvoir fort et stable vers un pouvoir affaibli, ébranlé, désagrégé ? Par un saut miraculeux ? Une modification radicale des rapports de force n'exige-t-elle pas des coups de boutoir décisifs ? Ces coups de boutoir n'ouvrent-ils pas un processus d'affaiblis-

sement progressif de la bourgeoisie ? Le devoir élémentaire d'un parti se réclamant de la classe ouvrière — et même de la révolution socialiste — n'est-il pas de pousser au maximum ce processus ? Peut-on faire cela en excluant d'office toute lutte autre que celle pour des revendications immédiates... aussi longtemps

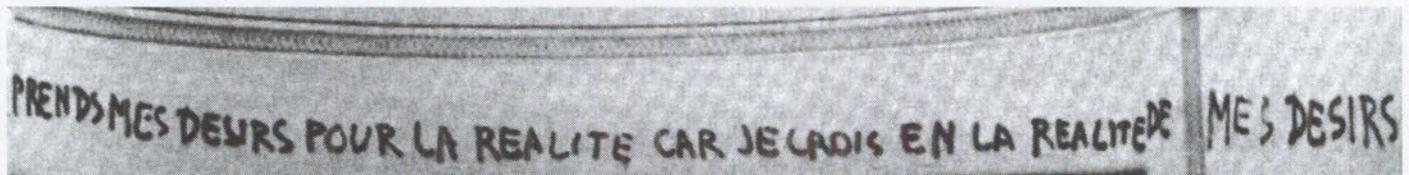
que la situation n'est pas mûre pour l'insurrection armée immédiate, victoire garantie sur facture ? (...)

Toute l'histoire du capitalisme témoigne de sa capacité à céder sur les revendications matérielles lorsque son pouvoir est menacé. Il ne sait que trop bien que, s'il conserve son pouvoir, il pourra en partie reprendre ce qu'il a donné (par la hausse des prix, la fiscalité, le chômage, etc.), en partie le digérer par l'accroissement de la productivité. En outre, toute bourgeoisie énervée et effrayée par une grève d'ampleur exceptionnelle, mais laissée en possession de son pouvoir d'État, tendra à passer à la contre-offensive et à la répression dès que le mouvement de masse reflue. L'histoire du mouvement ouvrier le démontre : un parti enfermé dans ce dilemme de Waldeck-Rochet ne fera jamais la révolution, et court à coup sûr à la défaite (10).

En refusant de s'engager dans le processus qui conduit de la lutte pour les revendications immédiates vers la lutte pour le pouvoir, à travers la lutte pour les revendications transitoires et la création d'organes de dualité du pouvoir, les réformistes et néo-réformistes se sont toujours condamnés à considérer toute action révolutionnaire comme étant une "provocation" qui affaiblit les masses et "renforce la réaction". (...)

La discussion sur la "vacance du pouvoir", posée de cette façon métaphysique, est évidemment sans issue. Mais Waldeck-Rochet, qui reprend à son compte la thèse gaulliste du "complot" (dans sa version, ce sont les gaullistes qui en sont les auteurs !), et qui remplace ainsi l'analyse de la lutte de classe par le recours à la démonologie, devrait se rappeler que le pouvoir qui, paraît-il, voulait à tout prix attirer la classe ouvrière dans le "piège" de "l'épreuve de force", a mis les bouchées doubles pour rencontrer les dirigeants syndicaux et négocier l'arrêt de la grève en échange de concessions matérielles fort substantielles.

Si vraiment l'intention du gaullisme avait été celle de provoquer une épreuve de force, sa voie d'action était toute tracée : refuser le dialogue avec les syndicats aussi longtemps que les usines



4. Ernest Mandel, *Une stratégie socialiste pour l'Europe occidentale*, Revue internationale du socialisme, 2 année, n° 9, pp. 286-287.

5. Waldeck-Rochet affirme dans son rapport devant le Comité central du P.C.F. du 8-9 juillet 1968 que « la deuxième de nos tâches est la défense des libertés démocratiques contre les tendances autoritaires et fascistes qui vont aller en se renforçant ». (*L'Humanité*, 10 juillet 1968) Comment se fait-il alors que le P.C.F. n'a pas eu un mot pour protester contre l'interdiction des organisations d'extrême gauche et qu'il a même offert au gouvernement le prétexte de cette interdiction en parlant, le premier, des « milices armées de Geismar » ?

6. V.I. Lénine, *Oeuvres choisies* en deux volumes, éditions en langues étrangères, Moscou, 1946, t. I, p. 542. (*Les enseignements de l'insurrection de Moscou - 1905*) : « Les formes essentielles du mouvement de décembre, à Moscou, ont été la grève pacifique et les manifestations. L'immense majorité des ouvriers n'ont participé activement qu'à ces formes de la lutte. Mais précisément le mouvement de décembre, à Moscou, a

montré de façon éclatante que la grève générale, comme forme indépendante et principale de lutte, a fait son temps ; que le mouvement déborde avec une force instinctive irrésistible ces cadres trop étroits, donnant naissance à la forme supérieure de la lutte : l'insurrection. »

7. Dès le début des occupations d'entreprises, la forces de répression ont cherché à récupérer quelques points stratégiques occupés par les grévistes, tel le centre des télécommunications. Un mouvement ouvrier que les événements n'auraient pas pris au dépourvu aurait su défendre ces positions-clés acquises sans coup férir, et partir de ces provocations du pouvoir pour faire accepter progressivement par les masses l'idée d'un armement défensif des piquets de grève. La "peur de la guerre civile" aurait été remplacée par la volonté d'autodéfense.

8. On admirera la valeur de cet argument. Sans doute le genre de "révolution pacifique" qu'attend la direction du P.C.F., c'est une révolution où, dès le départ, "les forces militaires et répressives" se seraient évaporées comme par enchantement, ou... se

seraient trouvées du côté du peuple. On attend avec impatience la révélation par Waldeck-Rochet de cette trans-substantiation miraculeuse d'une armée bourgeoise et d'une force de répression en néant ou en "armée du peuple", sans lutte préalable, par des moyens nécessairement révolutionnaires, pour la désintégration de cette armée.

9. *L'Humanité*, 10 juillet 1968.

10. Waldeck-Rochet affirme encore : « La condition du succès de la voie pacifique, c'est que la classe ouvrière, grâce à une juste politique d'alliance, parvienne à rassembler, dans la lutte pour le socialisme, une supériorité de forces telle que la grande bourgeoisie, isolée, ne soit plus en état de recourir à la guerre civile contre le peuple. » Tout le crétinisme réformiste éclate dans ces paroles : la "supériorité des forces" ne se mesure plus par l'ampleur de la mobilisation, l'initiative, l'audace, l'énergie du prolétariat, mais exclusivement par la disparition de la volonté de résistance de l'adversaire. Aussi longtemps que la bourgeoisie est capable de "recourir à la guerre civile", mieux vaut s'effacer !

étaient occupées. L'épreuve de force serait devenue inévitable en l'espace de quelques semaines. Il s'est pourtant bien gardé d'une telle folie, et pour cause ! Il avait une estimation plus correcte du rapport des forces, et de sa détérioration constante du point de vue de la bourgeoisie, que celle que Waldeck-Rochet présentait aujourd'hui. C'est dire qu'il cherchait non l'épreuve de force, mais la fin de la grève, aussi vite que possible, et presque à n'importe quel prix. C'est dire que toute la thèse

du "piège" n'est qu'un mythe qui a pour but de détourner l'attention des vrais problèmes (11). S'il est d'ailleurs question d'un

"plan" de de Gaulle, celui du 30 mai est lumineux : arrêter les grèves aussi vite que possible, puis aller vers les élections. Quelle a été la réaction de la direction du P.C.F. ? N'a-t-elle pas donné tête baissée

dans ce "piège" là, au point de reprocher aux grévistes "d'aider le régime à éviter les élections" ? (...)

Le problème stratégique central est donc bien celui de briser le dilemme : ou bien des grèves purement revendicatives, suivies par des élections (c'est-à-dire *business as usual*) ; ou bien l'insurrection armée tout de suite, et à condition que la victoire soit garantie d'avance. Il faut comprendre que des grèves générales comme celle de décembre-janvier 1960-1961 en Belgique et celle de mai 1968 — surtout si en liaison avec elles apparaissent de nouvelles formes de combat radicales des masses — peuvent et doivent déboucher sur plus que des augmentations de salaires, même si les préparatifs pour une insurrection armée ne sont guère au point. Elles peuvent et doivent aboutir à la conquête par les masses de pouvoirs de fait nouveaux, de pouvoirs de contrôle et de veto qui créent une dualité de pouvoir, élèvent la lutte de classes à son niveau le plus élevé et le plus exacerbé, et font ainsi mûrir les conditions d'une prise révolutionnaire du pouvoir.

IV — Spontanéité des masses, dualité de pouvoir et organisation révolutionnaire

(...) Il y a une preuve bien plus convaincante encore du fait que les travailleurs voulaient, eux aussi, aller plus loin qu'une simple campagne routinière "pour les salaires et de bonnes élections". C'est leur comportement partout où ils ont eu l'occasion de s'exprimer librement, où l'écran bureaucratique était ébranlé et tombé, où des initiatives ont pu se développer à partir de la base. On est loin d'avoir fait l'inventaire complet de ces expériences ; mais la liste est déjà impressionnante :

— à l'usine C.S.F. de Brest, les travailleurs décidèrent de poursuivre la fabrication, mais produisirent ce qu'ils estimèrent, eux, important, notamment des "walkie-talkies" qui aidaient les grévistes et manifestants à se défendre contre la répression ;

— à Nantes, le comité de grève cherchait à contrôler la circulation vers et hors de la ville, en distribuant des permis de circuler et en bloquant par des barricades les accès à la ville. Il semble d'ailleurs que le même comité ait même émis des bons-crédit acceptés

comme monnaie par certains commerçants et cultivateurs ;

— à Caen, le comité de grève a interdit tout accès à la ville pendant vingt-quatre heures ;

— aux usines Rhône-Poulenc, à Vitry, les grévistes décidèrent d'établir des rapports d'échange directs avec des cultivateurs, cherchèrent à étendre l'expérience à d'autres entreprises, et discutèrent du passage à la "grève active" (c'est-à-dire à la reprise du travail à leur propre compte et d'après leurs propres plans), tout en arrivant à la conclusion qu'il serait préférable de remettre cette expérience jusqu'au moment où plusieurs autres entreprises les suivraient dans cette voie (12) ;

— aux Cimenteries des Mureaux, les ouvriers ont voté en assemblée générale la révocation du directeur. Ils ont refusé d'accepter la proposition patronale de recommencer le vote. Le directeur en question a dès lors été renvoyé à une succursale de ces cimenteries où, par solidarité avec les gars des Mureaux, les travailleurs ont immédiatement déclenché une

grève, la première dans l'histoire de cette usine ;

— aux piles Wonder, à Saint-Ouen, les grévistes ont élu un comité de grève en assemblée générale, et, pour manifester leur réprobation de l'orientation réformiste de la C.G.T., ils se sont barricadés dans l'usine et en ont interdit l'accès aux responsables syndicaux ;

— à Saclay, les travailleurs du centre d'énergie nucléaire ont réquisitionné du matériel de l'usine pour poursuivre la grève ;

— aux chantiers navals de Rouen, les travailleurs ont pris sous leur protection des jeunes vendant la littérature révolutionnaire et ont interdit l'accès de l'usine aux C.R.S. qui les poursuivaient et qui cherchaient à les arrêter ;

— dans plusieurs imprimeries parisiennes, les travailleurs ont soit imposé la modification d'une manchette (*Le Figaro*), soit refusé d'imprimer un journal (*La Nation*), quand le contenu était directement nuisible à la grève ;

— à Paris, le C.L.E.O.P. (Comité de liaison étudiants-ouvriers-paysans) a organisé des convois de ravitaillement approvisionnés auprès des coopératives agricoles, qui distribuèrent les produits dans les usines ou les leur vendirent au prix coûtant (poulets à quatre-vingts centimes, oeufs à onze centimes, par exemple) ;

— chez Peugeot, à Sochaux, les travailleurs construisirent des barricades contre l'intrusion des C.R.S. et chassèrent ceux-ci victorieusement de l'usine ;

— aux usines Citroën, à Paris, une première tentative, modeste et embryonnaire, est faite pour réquisitionner des camions en vue de ravitailler les grévistes ;

— cas peut-être le plus éloquent : aux Chantiers de l'Atlantique, à Saint-Nazaire,

11. Quand de Gaulle renversa la situation le 30 mai, parce que les dirigeants du mouvement ouvrier acceptèrent le repli vers les "voies parlementaires", il put évidemment durcir la pression des forces répressives. Mais même alors les cas de Flins et de Sochaux démontrèrent quelles étaient les possibilités de riposte ouvrière. Le "spectre de la guerre civile" est utilisé par le régime comme par la direction du P.C.F. pour voiler la situation réelle et ses possibilités : celui de la dynamique d'une politique d'auto-défense populaire.

12. Signalons que les mêmes ouvriers prirent spontanément contact avec diverses usines chimiques d'Europe occidentale, faisant preuve de plus d'esprit d'initiative et de plus de "conscience européenne" que toutes les directions syndicales européennes réunies.



les travailleurs ont occupé l'entreprise en refusant dix jours durant de déposer un cahier de revendications immédiates, malgré la pression constante de l'appareil syndical.

Lorsqu'on complétera cette liste, comment pourra-t-on contester qu'elle exprime la tendance spontanée de la classe ouvrière à prendre en main son propre sort et à réorganiser la société d'après ses convictions et son idéal ? Sont-ce là des manifestations d'une grève purement revendicative, d'une grève "quelconque", ou d'une



Alain Krivine, porte-parole de la JCR à la tête d'un cortège au quartier Latin en Mai

grève dont l'ampleur et la logique poussaient les masses elles-mêmes à déborder les revendications immédiates ?

On a opposé à cette analyse le résultat des élections législatives et la poussée gaulliste qu'il reflète. Mais il s'agit d'analyses fortement teintées de crétinisme parlementaire, d'ignorance feinte de ce que représentent des élections en démocratie *bourgeoise*.

Au premier tour, la gauche a obtenu 41 % des voix et les gaullistes en avaient obtenu 44 %. Mais si l'on tient compte du grand nombre de travailleurs qui se sont cette fois-ci abstenus par dégoût devant la politique des grandes organisations ouvrières, mais qui n'en restent pas moins disponibles pour l'action ; si l'on tient compte des centaines de milliers de jeunes qui étaient à l'avant-garde du mouvement de mai 1968, mais qui restent privés du droit de vote par un système électoral antidémocratique — et par le refus de mettre à jour les listes électorales, refus qui a privé de leur droit de vote ceux qui venaient d'atteindre leur majorité — on peut présumer sans exagérer que même après l'immense déception du 30 mai, les forces de la gauche et du gaullisme se faisaient équilibre au sein du peuple français.

Or, cet équilibre succédait à une manoeuvre victorieuse du gaullisme et à un échec tactique lamentable de la gauche,

qui avait accepté les règles du jeu prescrits par l'ennemi de classe : arrêter la grève sur une base purement revendicative ; accepter de fait la répression contre l'extrême-gauche ; s'en remettre aux élections pour trancher les questions vitales soulevées par mai 1968. (...)

La spontanéité est la forme embryonnaire de l'organisation, disait Lénine. L'expérience de mai 1968 permet de préciser l'actualité de cette pensée de deux manières. La spontanéité ouvrière n'est jamais une spontanéité pure ; au sein des entreprises agissent les ferments des groupes d'avant-garde — quelquefois un seul militant révolutionnaire chevronné — dont la ténacité et la patience sont précisément récompensées à ces moments de fièvre sociale portée à son paroxysme. La spontanéité ouvrière débouche sur l'organisation d'une avant-garde plus vaste, parce qu'en l'espace de quelques semaines des milliers de travailleurs ont compris la possibilité de la révolution socialiste en France. Ils ont compris qu'ils doivent s'organiser à cette fin, et ils tissent de mille fils des liens avec les étudiants, avec des intellectuels, avec les groupes révolutionnaires d'avant-garde qui donnent petit à petit sa forme au futur parti révolutionnaire de masse du prolétariat français, dont la J.C.R. (13) apparaît d'ores et déjà comme le noyau le plus solide et le plus dynamique.

Nous ne sommes pas des admirateurs béats de la spontanéité ouvrière pure et simple. Même si celle-ci est forcément revalorisée devant le conservatisme des appareils bureaucratique, elle se heurte à des limites manifestes devant un appareil d'État et une machine de répression hautement spécialisés et centralisés. Nulle pan la classe ouvrière n'a encore spontanément renversé le régime capitaliste et l'État bourgeois sur un territoire national ; elle n'y parviendra sans doute jamais. Même l'extension d'organes de dualité de pouvoir sur tout un pays des dimensions de la France est, sinon impossible, du moins rendue beaucoup plus difficile par l'absence d'une avant-garde déjà suffisamment implantée dans les entreprises pour pouvoir rapidement généraliser les initiatives des travailleurs de quelques usines pilotes.

En outre, il n'y a nul avantage à exagérer l'ampleur de l'initiative spontanée des masses laborieuses en mai 1968. Celle-ci était partout présente *en puissance* ; elle n'est devenue réelle que dans un certain nombre de cas limités, tant au niveau du déclenchement des occupations d'usines

qu'à celui des initiatives de dualité de pouvoir mentionnées plus haut. Les étudiants en action ont échappé dans leur vaste majorité aux efforts de canalisation vers des voies réformistes ; les travailleurs se sont encore une fois laissés canaliser dans leur majorité. Il ne faut pas leur en tenir grief ; la responsabilité incombe aux appareils bureaucratiques qui se sont efforcés pendant des années d'étouffer en leur sein tout esprit critique, toute manifestation d'opposition à l'égard de l'orientation réformiste et néo-réformiste, tout reliquat de démocratie ouvrière. La victoire politique gaulliste de juin 1968 est le prix que le mouvement ouvrier paye pour ces rapports non encore bouleversés entre l'avant-garde et la masse au sein du prolétariat français.

Mais si Mai 68 a permis d'enregistrer une fois de plus l'absence d'une direction révolutionnaire adéquate et les conséquences inévitables qui en découlent pour le succès de la montée révolutionnaire, l'expérience permet aussi d'entrevoir — pour la première fois en Occident depuis plus de trente ans — les dimensions réelles du problème et les voies vers sa solution. Ce qui a fait défaut en mai 1968 pour qu'une première percée décisive s'effectue vers la dualité du pouvoir — pour que la France connaisse, toute proportion gardée, son février 1917 —, ce fut une organisation révolutionnaire pas plus nombreuse dans les entreprises qu'elle ne l'était déjà dans les universités. En ce moment précis et à ces endroits, des noyaux réduits d'ouvriers, articulés, armés d'un programme et d'une analyse politique corrects et capables de se faire entendre, auraient suffi pour empêcher la dispersion des grévistes, pour imposer dans les principales usines du pays l'occupation de masse et l'élection démocratique des comités de grève. Ce n'était, certes, ni l'insurrection, ni la prise du pouvoir. Mais une page décisive d'histoire de France et d'Europe aurait été tournée. Tous ceux qui croient le socialisme possible et nécessaire doivent faire en sorte qu'elle le soit la prochaine fois. (...)

20 juillet 1968



13. Jeunesse communiste révolutionnaire, dissoute en juin 1968. Nombre de ses militants se retrouvèrent pour fonder *Rouge* hebdomadaire en septembre 1968, puis la Ligue communiste en 1969.

Mouvements des étudiants et automne chaud en Italie

par
Antonio Moscato*

Le trentième anniversaire de 1968 a été salué en Italie aussi par une cascade d'évocations, de souvenirs et d'interviews de protagonistes, réels ou prétendus, voire de repentis. Trop souvent on a entendu à nouveau le lieu commun selon lequel des étudiants seraient à l'origine du 1969 des ouvriers.

En fait, les luttes ouvrières ont commencé à se développer, partiellement en dehors du contrôle des bureaucraties syndicales, même avant 1968 et se sont répandues en 1968 sous une double forme : les luttes dans les entreprises et celles contre les "zones salariales" qui comportaient des rétributions plus basses dans le Mezzogiorno et, plus généralement, dans les régions les moins industrialisées. Souvent, ces luttes se sont développées en lien dialectique avec les luttes des étudiants, même si ces derniers n'étaient pas toujours capables de leur assurer une aide effective.

Les premiers symptômes d'apparition d'une nouvelle génération ouvrière n'étant pas marquée par les défaites de l'après-guerre et des années cinquante avaient été perçus en 1962 lors

des luttes pour le renouvellement des principales conventions catégorielles. Par exemple, à Turin, à l'occasion d'une grève des métallos, un groupe de jeunes ouvriers avait attaqué et détruit le local de l'Union italienne des travailleurs (UIL), syndicat social-démocrate, considéré à juste titre comme principal instrument du patronat de chez FIAT pour diviser les travailleurs. Ces jeunes furent dénoncés comme provocateurs fascistes alors qu'ils étaient l'expression d'une radicalité qui se manifesterait, surtout par ses formes de luttes, au cours des années suivantes. Des événements semblables s'étaient, par ailleurs, produits dans de nombreuses villes en 1960 lors des luttes contre la tentative du Premier ministre démocrate chrétien Tambroni

d'avoir recours au vote des fascistes pour se maintenir au pouvoir. A cette occasion aussi il y avait eu des affrontements de rue assez violents, dont des très jeunes gens qui n'appartenaient pas aux organisations de la gauche traditionnelle et qu'il était donc plus difficile de freiner, furent les protagonistes.

Une nouvelle génération apparaît

De même que les étudiants, la nouvelle génération ouvrière s'inspirait aussi des références internationales symboliques : d'abord, la révolution algérienne — à vrai dire sans impact réel au niveau des masses —, ensuite la révolution cubaine et finalement, il va de soi, la lutte du peuple vietnamien. Dans tous ces cas, c'est la lutte armée et, plus généralement, non parlementaire, qui était valorisée. La victoire de la révolution cubaine apparaissait tout particulièrement comme un démenti formel au principal argument utilisé par les réformistes du Parti communiste italien (PCI) et du Parti socialiste italien (PSI) à la fin de la seconde guerre mondiale, pour museler ceux qui prônaient des objectifs et des formes de lutte anticapitalistes : « *ce n'est pas possible, sinon les Américains vont arriver...* ». Cette sympathie pour la révolution cubaine fut renforcée à la suite de l'écrasement des mercenaires à Playa Giron en 1961 et de la crise des missiles l'année suivante, lorsque Cuba donna une leçon de dignité à l'Union soviétique elle-même.

Ainsi fut stimulée la recherche de formes de lutte différentes de celles imposées par la bureaucratie réformatrice. En 1966 notamment, des luttes assez dures se produisirent à l'occasion du renouvellement des conventions collectives, malgré la modération des objectifs avancés par les bureaucrates : dans de nombreux cas il y eut des ripostes très résolues aux attaques de la police contre les piquets de grève. En même temps, les ouvriers prêtaient attention aux luttes dures menées par les étudiants des Universités. En avril 1966, par



exemple, lorsque les fascistes — protégés, comme d'habitude, par la police — avaient attaqué l'Université de Rome en tuant Paolo Rossi et en blessant d'autres étudiants, dont l'auteur de cet article, des groupes de travailleurs assez costauds de la Société du gaz avaient organisé des piquets pour protéger les facultés et « donner une leçon aux fascistes ». Par la suite, l'une des universités milanaises, la *Statale*, devenait aussi un lieu de rencontre entre ouvriers et étudiants, surtout à des moments cruciaux de la lutte politique en Italie.

Les luttes ouvrières de 1966 avaient débouché sur la signature d'une convention d'une portée très limitée. De surcroît, cette convention comportait un danger dans la mesure où elle prévoyait de ne négocier au niveau des entreprises qu'une partie infime du salaire. De cette façon, les patrons et les bureaucrates syndicaux espéraient éviter les luttes dans les entreprises au moment de la négociation d'une nouvelle convention. Mais ils s'étaient trompés dans leurs calculs : ils n'avaient pas prévu que de nombreux ouvriers auraient progressé politiquement, aussi bien au sein des organisations traditionnelles qu'en dehors de celles-ci.

En 1967-1968; les luttes au niveau d'entreprises et parfois d'ateliers contre le travail aux pièces, le travail nuisible et les



* Antonio Moscato est professeur à l'Université de Lecce et directeur de la revue mensuelle *Bandiera Rossa*.

cadences infernales, se sont multipliées. Des formes de lutte oubliées, visant à désorganiser la production et à remettre en question l'autorité de la hiérarchie de l'entreprise, ont été redécouvertes. Puisque l'industrie italienne à l'époque connaissait encore un essor, une partie du patronat acceptait de payer un prix en faisant des concessions salariales. Par ce biais aussi les clauses de la convention collective visant à bloquer les négociations au niveau de l'entreprise étaient neutralisées ou contournées.

C'est au cours de ces luttes qu'ont commencé à surgir les instruments nouveaux, comme les comités unitaires de base (CUB), qui doublaient les commissions internes traditionnelles et les syndicats et étaient le plus souvent composées de militants syndicaux "échappant au contrôle". Déjà en 1968, apparaissent parfois ces délégués d'ateliers ou de chaînes de montage qui iront se multipliant au cours des années suivantes.

Une année avant le début de l'"automne chaud", la lutte contre les "zones salariales" provoque une mobilisation extraordinaire et balaie une autre légende entretenue par les bureaucrates : « *il faut modérer nos revendications parce que les travailleurs du Mezzogiorno sont arriérés, subissent l'influence de la droite et ne lutent pas...* ». Il faudra au total quatorze jours de grève, donc de perte de salaire, pour obliger le patronat à céder. C'est au cours d'une telle lutte qu'on crée les bases de la reconstruction d'organes syndicaux frappés par deux décennies de répression et qu'émergent dans le Mezzogiorno aussi de nouvelles générations combattives.

La bataille pour les conventions collectives de 1969 doit être placée dans un tel contexte plus général. Il s'agit d'un événement d'autant plus important que, à la suite des renvois par le patronat d'une série d'échéances, se produit une synchronisation dans le renouvellement des conventions collectives des principales catégories industrielles. Justement en vertu du caractère concret des plates-formes revendiquant fondamentalement des augmentations égales pour tous, la réduction du temps de travail à 40 heures et la parité des ouvriers et des employés en matière de normes, une masse sans précédent de travailleurs se mobilise.

Il ne faut pas oublier, par ailleurs, que ces plates-formes ont été adoptées à la

suite d'une bataille menée par des minorités importantes et résolues qui ont provoqué un véritable renversement d'attitude des bureaucraties syndicales. Rappelons qu'au VII^{ème} congrès de la Confédération générale italienne des travailleurs (CGIL), qui eut lieu du 16 au 21 juin, toutes les propositions des contestataires, acceptées un mois plus tard, avaient été repoussées ou remise aux calendes grecques. Par exemple, le secrétaire général Agostino Novella avait rejeté explicitement dans son rapport « *toute forme d'égalitarisme salarial* » (c'est à dire les augmentations égales pour tous) et avait remis indéfiniment les 40 heures en proposant de surcroît de « *différencier les revendications selon les situations spécifiques* » (en d'autres termes, là où la force ouvrière est grande les patrons sont disposés à faire des concessions, allez-y, et que les autres se débrouillent).

Bref, le but était de fragmenter la force des travailleurs. Vittorio Foà, à l'époque représentant de l'aile syndicale de gauche et dirigeant du Parti socialiste d'unité prolétarienne (PSIUP, issu d'une scission du PSI), ne prenait pas position non plus sur les revendications des augmentations égales pour tous et de la réduction du temps de travail, alors que des



militants (métallos de Brescia, travailleurs de la sidérurgie et de la chimie) revendiquaient la réduction immédiate du temps de travail à 40 heures, voire à 32 heures pour la sidérurgie, la chimie et, plus généralement, les secteurs aux conditions de travail nuisibles.

En dépit de l'attitudes de la bureaucratie syndicale, la fragmentation de la force

des travailleurs a été évitée, grâce aussi au fait que dans les luttes au niveau des entreprises non seulement des résultats importants avaient été obtenus, mais s'étaient aussi affirmés de nouveaux dirigeants, le plus souvent encore membres des centrales syndicales mais s'opposant à leur orientation de collaboration de classes.

Fin juillet 1969, a eu lieu au Palais des sports de Turin une grande assemblée avec le but de coordonner l'action des révolutionnaires dans la lutte pour les conventions collectives et d'aborder également des questions plus directement politiques (c'est à la suite de cette assemblée que c'est produite la rupture définitive entre le groupe dirigeant de Lotta continua en formation et de Potere operaio). Malheureusement, la quasi totalité des interventions étaient marquées par un ultra-gauchisme simpliste expliquant notamment que les bureaucrates syndicaux n'avaient plus aucune possibilité d'"intégrer" des "objectifs ouvriers" et que le PCI était définitivement liquidé. Les militants de la section italienne de la IV^e Internationale, qui esquissaient une analyse plus réaliste — expliquant, entre autres, que la bureaucratie syndicale pourrait faire marche arrière, comme des commentaires des journaux réformistes le laissent déjà entendre — étaient accueillis froidement, voire sifflés. Pourtant, moins d'une semaine plus tard, sous la pression des militants d'avant-garde les plus politisés et radicalisés, dans les assemblées syndicales de métallos et d'ouvriers de la chimie, le tournant était opéré.

La pirouette des bureaucrates

Les bureaucrates s'étaient-ils convertis ? Étaient-ils désormais minoritaires ? Pas du tout. Tout simplement les échecs spectaculaires essayés par certains des principaux dirigeants dans des assemblées de grandes entreprises avaient obligé les bureaucrates à se rendre compte qu'ils n'avaient pas contre eux des militants de groupuscules idéologiques, détachés de l'ensemble de la classe ouvrière, mais des cadres ouvriers mûrs, qui en avaient marre des compromis. Par exemple, l'assemblée des ouvriers de l'entreprise Borletti dans un théâtre de Milan



(on n'avait pas encore reconquis le droit de tenir des assemblées dans l'entreprise elle-même) avait rejeté presque à l'unanimité la plate-forme officielle du syndicat et voté pour de fortes augmentations égales pour tous, pour les 40 heures immédiatement et pour la parité intégrale ouvriers-employés.

Les dirigeants des syndicats, tout en ayant encore le soutien de secteurs ouvriers importants moins politisés et n'étant pas tenus à respecter le verdict des assemblées convoquées à titre consultatif, se rendaient compte qu'ils risquaient de perdre leur contrôle sur la classe ouvrière si l'opposition se développait.

C'est pourquoi ils acceptèrent de réviser leur plate-forme en admettant les revendications des assemblées ouvrières. Pour leur part, les minorités révolutionnaires ou radicalisées étaient déboussolées par la pirouette : les critiques, même légitimes qu'il persistaient à formuler, ne pouvaient pas être comprises par les millions de travailleurs engagés pour la première fois dans une telle lutte et qui étaient contents que les syndicats fixent finalement des objectifs correspondant à leurs besoins.

En fait, le prestige regagné a permis aux bureaucrates de signer

un accord de compromis échelonnant sur trois ans une partie des conquêtes. Les premiers conseils des délégués réellement antagonistes, surgis à l'initiative de cadres syndicaux de base parmi les plus radicalisés étaient noyés dans une marée de conseils formés par en haut incluant une grande partie de vieux cadres. Selon Piero Carniti, à l'époque secrétaire d'un syndicat chrétien proche de la CFTD française, il n'y eut qu'une centaine de véritables conseils créés par en bas, alors que la bureaucratie syndicale en avait parachuté 1500 sous son contrôle pour prévenir des initiatives lui échappant. Le processus n'a pas été simple ni linéaire : les secteurs les plus clairvoyants de la bureaucratie ont dû lutter

durement pour faire accepter leur approche par la majorité du syndicat. La CGIL n'a pris ouvertement position pour les conseils d'entreprise qu'à la fin de 1970, après presque deux ans d'expériences, stimulées surtout par des dirigeants de la

métallurgie et de la chimie qui avaient réalisé des formes intéressantes d'unité organisationnelle. Les préoccupations des bureaucrates découlaient du fait que les premiers conseils auto-organisés avaient un poids très grand car ils avaient surgi des grandes entreprises et étaient caractérisés par la présence de délégués n'appartenant à aucune des trois confédérations.

Par exemple, chez FIAT Mirafiori à Turin, seuls 70 des 199 délégués étaient membres des syndicats (et seulement 28 du syndicat des métallos CGIL, la FIOM).

Ajoutons, pour compléter le tableau, que le renouveau syndical a comporté aussi une mesure traumatisante à court terme pour de nombreux syndicalistes, mais qui s'est avérée payante à plus long terme, c'est-à-dire l'adoption de la norme d'incompatibilité entre des fonctions de direction syndicale et celles de dirigeants politiques et d'élus. Des milliers de cadres communistes, socialistes et démocrates chrétiens ont été obligés de choisir (les plus vieux ont choisi presque toujours de se retirer des syndicats). Par ce biais, il y a eu une promotion de jeunes syndicalistes formés dans les luttes.

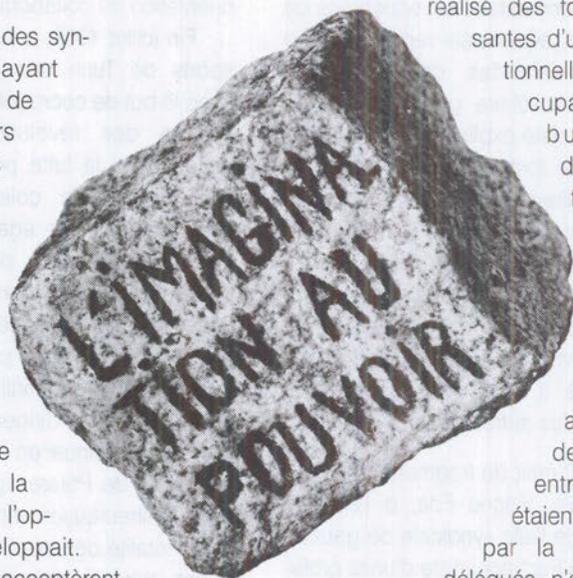
Épuisement progressif

Après l'automne chaud, l'attente de changements politiques exprimée par les grandes mobilisations ouvrières a été exploitée par les dirigeants des organisations traditionnelles en canalisant les luttes vers des "réformes" tout à fait inconsistantes qui, par ailleurs n'ont pas été, pour l'essentiel, réalisées. Résultat : un gaspillage d'énergies stérile et un épuisement progressif du potentiel combatif.

La nouvelle gauche, y compris à cause de ses déchirements, a tardé à saisir ce qui était en train de se passer et a essayé de

reprendre le rôle qu'elle avait joué lors de la définition des plates-formes en 1969. Déçus par l'impasse des luttes pour les réformes, la plupart des délégués et des ouvriers combattifs s'engageaient surtout dans des luttes au niveau d'entreprises et d'ateliers justement au moment où un projet politique d'ensemble s'avérait de plus en plus nécessaire. Lors de la préparation des plates-formes pour le renouvellement des conventions en 1972, la nouvelle gauche, qui pourtant avait accru son poids numérique et s'était enracinée dans de nombreuses entreprises, renonçait assez vite à lutter pour ses objectifs et notamment pour les 35 heures que, dans le contexte donné, il aurait été possible d'arracher en relançant l'embauche. En passant d'un bavardage gauchiste à un excès de "réalisme", des organisations telles qu'Avanguardia operaia, le Manifesto et Lotta continua elle-même s'adaptèrent à jouer un rôle de compagnons de route de la gauche syndicale "officielle" et leurs militants se cantonnaient souvent dans des secteurs particuliers où la bureaucratie avait moins d'influence et où le patronat pouvait plus facilement être obligé à faire des concessions. Des secteurs plus lucides leur adressaient des critiques et des tentatives d'une orientation plus correcte étaient faites aussi par quelques dirigeants du syndicat de la chimie. Mais, à la suite de la jonction entre opportunisme des sommets des confédérations et particularisme myope des groupes d'extrême-gauche, l'occasion a été ratée.

Avant de conclure, il nous semble nécessaire de souligner que ce ne sont pas tellement les vieux bureaucrates syndicaux, staliniens ou démocrates chrétiens, qui ont joué un rôle décisif pour désamorcer le potentiel politique de la montée ouvrière, mais plutôt des représentants parmi les plus jeunes des sommets syndicaux renouvelés. Ceux-ci provenaient de la gauche chrétienne, du PCI lui-même et du PSIUP, formation tout-à-fait hétérogène où coexistaient de vieux cadres pro-soviétiques, des maoïstes, des spontanéistes et des réformistes plus ou moins traditionnels. Surtout certains d'entre eux avaient des approches du type néo-anarcho-syndicaliste. membres le plus souvent d'un parti, ils étaient prêts à jurer sur l'autonomie des syndicats et disposés à accepter aussi bien l'ultra-gauchisme que le particularisme des luttes d'atelier à condition de maintenir le contrôle sur les luttes pour les conventions collectives, plus directement politiques. Certains d'entre eux auront plus





Les bandes dessinées de Wolinski, publiées dans *Hara Kiri* hebdo (interdit par le ministre de l'Intérieur Marcellin) rendent bien le climat des années "68"

muniste (PRC) et Fausto Bertinotti son successeur (à dire vrai, celui-ci a eu, dans la phase cruciale, un rôle plus limité et sa trajectoire a été plus limpide).

Plus concrètement, ce sont des dirigeants et des cadres syndicaux qui ont le plus contribué à endiguer le mouvement des conseils des délégués en les transformant en "structures de base" du syndicat assez ambiguës (en effet ces structures étaient composées dans une large mesure de non membres des syndicats, étaient unitaires alors que les syndicats sont restés divisés et, malgré toutes les décisions en sens opposé, des conseils réels comme celui d'Alfa Romeo ou de FIAT Mirafiori ne cessaient d'agir en dehors de l'entreprise et sur un terrain politique). Ce sont aussi ces gens, imbus d'anarcho-syndicalisme, qui ont poussé des jeunes cadres de base inexpérimentés vers la fragmentation et des affrontements sectoriels, en se réservant en fait le terrain politique d'ensemble. Le leader principal de ce courant, Bruno Trentin, a fait souvent référence à l'austromarxisme : en effet, l'idée de réduire les conseils à des structures de base pour le renouveau du syndicat et de la démocratie bourgeoise elle-même en évitant leur généralisation et leur projection politique nationale (c'est-à-dire, la dualité de pouvoirs) avait été

Comme nous l'avons mentionné, l'incompréhension de la nature contradictoire de la bureaucratie ouvrière a empêché une grande partie de la nouvelle gauche d'origine étudiante d'influencer les événements de 1969 comme elle avait influencé leur préparation. De plus ses conceptions l'ont aussi empêché de recueillir le fruit des luttes étudiantes des années précédentes. Il a été impossible en Italie de construire un mouvement politique des étudiants parce que nous étions très peu nombreux à le proposer ; parce que la tendance prédominante consistait à rejeter toute délégation, ce qui a entravé à l'époque et par la suite toute unification au niveau national et encouragé toute sorte de localisme. De surcroît, l'existence de quatre ou cinq organisations plus importantes se déchirant entre elles au niveau national et des dizaines de groupes intermédiaires ou à dimension locale, ne pouvait qu'aggraver la fragmentation.

Finalement, après l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, au mois d'août 1968, la plupart des dirigeants du mouvement des étudiants, y compris ceux qui étaient auparavant sous l'influence trotskiste ou guévariste, adoptaient des conceptions maoïstes, plus ou moins dogmatiques ou sophistiquées, en liquidant d'une façon sommaire Cuba comme pantin de l'URSS, en rejetant la conception du front unique prônée par Guevara au niveau international et en ayant recours aux pires injures sectaires et même à la violence physique. A plus forte raison, pendant des années toute approche de front unique avec les partis de la gauche traditionnelle, et même tout dialogue avec les militants de base de ces partis, furent rejetés. cela permit à la bureaucratie syndicale de monopoliser les conseils, car la majorité de l'extrême-gauche préférait opposer à ces conseils des organismes le plus souvent artificiels dont l'orientation était sectaire. Plus tard, comme nous l'avons déjà mentionné, l'ultra-gauchisme et le sectarisme furent remplacés par un "réalisme" minimaliste et opportuniste, qui amena un certain nombre d'anciens gauchistes à se subordonner à la "gauche syndicale" en parachevant ainsi la dispersion du grand patrimoine de militants qui s'étaient formés dans les luttes de 1968-1969.



tard des responsabilités politiques importantes : Sergio Garavini sera le premier secrétaire du Parti de la Refondation com-

formulée en 1918-19 par Otto Bauer et Fritz Adler et appliquée dans le but d'esquiver le "danger" d'un "débouché révolutionnaire".

DÉFENSE - AFFICHER
19 20 21 22 23 24

je participe
tu participes
il participe
nous participons
vous participerez
ils profitent



HALTE
A
L'EXPULSION
DE NOS
CAMARADES
ETRANGERS



LA BEAUTE



EST DANS LA RUE



plus d'école
PRISON